



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 27 AVRIL 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 917

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du premier avril 1910, pour le canton de Bury, comté de Compton et de nommer par commission en date du quinze avril 1912, M. Charles H. Ward, gentilhomme, Frederick Georges Goodenough, et Henry Ord, cultivateur, du canton Bury, commissaires de la dite cour. 1681

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par ordre en conseil, en date du douzième jour d'avril 1912, de nommer MM. James F. Morkill et Joseph A. Gauthier, conjointement percepteur, du revenu de la province, pour le district de Saint-François 1689

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par ordre en conseil, en date du treizième jour d'avril 1912, de nommer M. Antoine Edmond Côté, médecin, de Labelle, greffier de la cour du magistrat pour le comté d'Ottawa. 1691

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 27th APRIL, 1912.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number. 918

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the first day of April, 1910, for the township of Bury, county of Compton, and to appoint by commission dated the fifteenth of April, 1912, Messrs. Charles H. Ward, gentleman, Frederick Georges Goodenough, and Henry Ord, farmer, of the township of Bury, commissioners of the said court. 1682

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of April, 1912, to appoint Messrs. James F. Morkill and Joseph A. Gauthier, joint-collector of Provincial Revenue, for the district of Saint François. 1689

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council, dated the thirteenth day of April, 1912, to appoint Mr. Antoine Edmond Côté, physician, of Labelle, Clerk of the Magistrate's Court for the county of Ottawa. 1692

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par ordre en conseil, en date du dix-neuvième jour de mars 1912, de nommer M. Jean Auguste Ross, médecin de Sainte-Flavie Station, registrateur de la division d'enregistrement No 2 du comté de Matane. 1693

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par ordre en conseil, en date du douzième jour d'avril 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Saint-François.—MM. François Charland, cultivateur, Timothée Levasseur, marchand, Joseph Pouliot, cultivateur, de Saint-François-Xavier de Broughton, et Joseph Lépine, de Saint-George de Windsor.

District de Montréal.—M. François Théodule Daubigny, médecin-vétérinaire, de la cité de Montréal.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par ordre en conseil, en date du quinzème jour d'avril 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Saguenay.—M. Alexandre St-Louis, pêcheur et propriétaire, de Moisie.

District de Bedford.—M. Joseph O. Ostigny, forgeron, de Adamsville, comté de Brome.

District d'Arthabaska.—M. Georges Rouleau, agent d'assurance, de Saint-Paul de Chester, comté d'Arthabaska. 1683

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council dated the nineteenth day of March, 1912, to appoint Mr. Jean Auguste Ross, physician, of Sainte Flavie Station, registrar of the registration division No. 2 of the county of Matane. 1694

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council dated the twelfth day of April, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District Saint Francis.—Messrs. François Charland, farmer, Timothée Levasseur, merchant, Joseph Pouliot, farmer, of Saint François Xavier de Brompton, and Joseph Lépine, of Saint George de Windsor.

District of Montreal.—Mr. François Théodule Daubigny, veterinary-surgeon, of the city of Montreal.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council, dated the fifteenth day of April, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Saguenay.—Mr. Alexandre St-Louis, fisherman and proprietor, of Moisie.

District of Bedford.—Mr. Joseph O. Ostigny, blacksmith, of Adamsville, county of Brome.

District of Arthabaska.—Mr. Georges Rouleau, insurance agent, of Saint Paul de Chester, county of Arthabaska. 1684

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } l'art cle 1663
des statuts refondus de Québec, 1909, décrètent entre autres choses, que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner par proclamation, un jour qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES" pour la plantation des arbres forestiers dans Notre province :

Et attendu que pour la partie-ouest de la province, comprenant les comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Hochelaga, Iberville, Huntingdon, Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint Jean, Saint-Maurice, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudeuil, Verchères, Yamaska, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, deux mai prochain, pour la plantation des arbres ;

Et attendu que pour la partie-est de la province, comprenant les comtés d'Arthabaska, Beauce, Belchasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Îles-de-la-Magdeleine, Kamouraska, Lac Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Rimouski, Saguenay, Témiscouata et Wolfe, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, neuf mai prochain, pour la plantation des arbres.

Proclamation

Canada.
Province of
Québec.

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS article 1663
Attorney General. } of the revised statutes, 1909, enacts amongst other things, that the Lieutenant Governor in Council may appoint, by proclamation, a date to be observed as "ARBOR DAY" for the planting of forest trees in Our Province ;

And whereas that for the western part of the province, comprising the counties of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two Mountains, Drummond, Hochelaga, Iberville, Huntingdon, Jacques-Cartier, Joliette, Laprairie, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montreal, Napierville, Ottawa, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Standstead, St. Hyacinthe, St. John, St. Maurice, Terrebonne, Three Rivers, Vaudeuil, Verchères, Yamaska, We have deemed fit to fix on Thursday, the second day of May next, for the planting of trees ;

And whereas that for the eastern part of the Province, comprising the counties of Arthabaska, Beauce, Belchasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix, Chicoutimi, Dorchester, Gaspé, Magdalen Island, Kamouraska, Lake St. John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Rimouski, Saguenay, Témiscouata and Wolfe, We have deemed fit to fix on Thursday, the ninth day of May next, for the planting of trees.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons ordonné et réglé et par les présentes réglons et ordonnons que le jeudi, deux mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie-ouest de Notre province, et que le jeudi, neuf mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie-est de Notre province.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIÈME jour d'AVRIL en l'an de grâce mil neuf cent douze et de Notre règne le deuxième.

Par ordre :

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

1659-2

Avis du Gouvernement

No 871-12.

Département de l'Instruction Publique.

Québec, 20 avril 1912.

En conformity des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Hatley, comté de Stanstead, tout le territoire assigné au village de Hatley par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 10 février 1912, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Village de Hatley, dans le même comté. 1665

No 499-07.

Département de l'Instruction Publique.

Québec, 19th avril, 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Péribonka, comté du Lac Saint-Jean, les biens-fonds compris dans les rangs 1 jusqu'à 6 (six), inclusivement, du canton Dolbeau; tous les biens-fonds compris dans les rangs 4, 5, 6, 7, 8, et 9, inclusivement, du canton Dalmas, à partir de la rivière Petite-Péribonka jusqu'à la ligne centrale entre les Nos 36 et 37, du sudit canton Dalmas, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Amédée", dans le même comté. 1667

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Pierre Adolphe Masson, ingénieur civil, Rodolphe DeSerres, avocat, Joseph Laurent, comptable, Willie Quévillon, comptable, et Jules Desmarais, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autre-

NOW KNOW YE, with the advice and consent of Our Executive Council, we have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that Thursday, the second day of May next, shall be observed as "ARBOR DAY" in the western part of Our Province, and that Thursday, the ninth day of May next, shall be observed as "ARBOR DAY" in the eastern part of Our Province.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWELFTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twelve, and in the second year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

1660

Government Notices

No. 871-72.

Department of Public Instruction.

Québec, 20th April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Hatley, county of Stanstead, the whole of the territory assigned to the village of Hatley by proclamation published in the "Official Gazette" of the 10th February, 1912, and to erect the said territory into a separate school municipality under the name of Village of Hatley, in the same county. 1666

No. 499-07

Department of Public Instruction.

Québec, 19th April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Péribonka, county of Lake Saint-John, the lots comprised in the ranges 1 up to 6 inclusively, of the township Dolbeau, the whole of the lots comprised in the ranges 4, 5, 6, 7, 8 and 9 inclusively, of the township Dalmas, from the Little Péribonka river to the central line between the Nos. 36 and 37 of the aforesaid township Dalmas, and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality under the name of "Saint Amédée", in the same county. 1668

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the seventeenth day of April, 1912, incorporating Messrs. Pierre Adolphe Masson, civil engineer, Rodolphe DeSerres, advocate, Joseph Laurent, accountant, Willie Quévillon, accountant, and Jules Desmarais, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or

ment, et détenir, améliorer, subdiviser, bâtir, utiliser, administrer, louer, vendre, échanger et disposer de tous genres d'immeubles et propriété immobilière;

Agir comme agents et courtiers, pour l'achat, la vente, l'échange, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature;

Faire les opérations d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance;

A faire fonction d'agence, ou compagnie pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêts ou de placements, et à assurer aussi le remboursement du capital et le paiement de l'intérêt ou des deux, de toutes sommes confiées à la compagnie pour être placées, et pour protéger la compagnie contre toute perte sur toute garantie, obligation ou avance faite par la compagnie, à recevoir toutes sortes de dettes actives ou valeurs qui sont transportées ou cédées à la dite compagnie, ou engagées ou hypothéquées en sa faveur ou entreposées chez celles-ci, à agir comme agents pour toute débenture, obligation, hypothèque, ou autre valeur émise suivant la loi pour toute corporation municipale ou pour toute autre corporation constituée dans la province de Québec, ou dans la Puissance du Canada;

Faire la collection et perception de deniers, loyers, billets promissaires, comptes, hypothèques, coupons et autres valeurs.

Prêter de l'argent aux clients, détenteurs de lots et autres personnes ayant des affaires avec la compagnie;

Faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque;

Prendre et posséder des hypothèques sur bien fonds ou autres sortes d'obligations, sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux;

Posséder sous tous rapports, en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers, de personnes ou de corporation qui désirent les prêter sur hypothèques et effectuer de tels prêts et placements;

Emettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens meubles et immeubles que la compagnie peut ou pourra acquérir; faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets promissaires, traites ou autres effets négociables;

Assumer et payer tout lien, hypothèque ou autre charge qui pourraient exister sur des immeubles que la compagnie achètera;

Acquérir et détenir toutes actions ou débentures dans d'autres compagnies et en disposer par aliénation ou autrement, sous le nom de "Placement Immobilier Limitée" avec un capital de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1697

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treizième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Esioff Léon Patenaude, Zéphirin Filion et Gustave Monette, avocats, de la cité de Montréal, Louis Joseph Boileau, notaire de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, et J. E. Emile Léonard, avocat, du village de Sainte-Rose, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, louer ou autrement, et posséder des propriétés immobilières;

Construire des maisons, résidences et autres

otherwise, and hold, improve, subdivide, build, utilize, manage, lease, sell, exchange and dispose of all kinds of immovable and immovable property;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange, leasing of immovables or for other transactions of a similar nature;

To carry on operations as agents and brokers for any kind of insurance;

To operate as an agency or company to act in the name of others who may confide money to it for the purposes of loan or investment; to insure also the reimbursement of the capital and the payment of the interest or both, of any sums intrusted to the company for investment, and to protect the company against any loss on any security, obligation or advance made by the company; to receive any kind of assets or securities transferred or conveyed to the said company or pledged or hypothecated in its favor or deposited with it; to act as agents for any debenture, bond, hypothec or other security issued according to law for any municipal corporation or for any other corporation incorporated in the province of Québec or the Dominion of Canada;

To collect and gather money, rents, promissory notes, accounts, hypothecs, coupons and other securities;

To loan money to clients, holders of lots and other persons doing business with the company;

To carry on under its corporate name loan and investment operations of all kinds excepting the banking business;

To take and hold hypothecs on real estate or other kinds of securities on the guarantee of which it wishes to loan its capital;

To hold in all respects regarding the loan and the investment of its capital and business the same powers and privileges as an individual may have;

To have power to receive money or any sums of money from persons or corporations desirous of loaning same on hypothec, and negotiate such loans and investments;

To issue paid up shares of the company in payment for any moveable or immovable property that the company may or shall acquire;

To make issue, give, accept, endorse, discount promissory notes, drafts or other negotiable instruments;

To assume and pay lien, any hypothec or other charge which may exist on immovables that the company shall purchase;

To acquire and hold any stock or debentures in other companies and dispose thereof by alienation or otherwise, under the name of "Placement Immobilier Limitée", with a capital of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into five hundred (500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1698

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the thirteenth day of April, 1912, incorporating Messrs. Esioff Léon Patenaude, Zéphirin Filion and Gustave Monette, advocates, of the city of Montreal, Louis Joseph Boileau, notary, of the town of Sainte Anne de Bellevue, and J. E. Emile Léonard, advocate, of the village of Sainte Rose, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise and two own real estate;

To construct dwelling houses and other

bâtisses sur telles propriétés immobilières ou sur une partie d'icelles ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger, disposer de telles propriétés immobilières ou d'aucune partie d'icelles de la manière que la compagnie jugera à propos ; améliorer telles propriétés et en disposer en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Faire des avances en argent par prêts aux acheteurs ou locataires de toute partie des immeubles de la dite compagnie, pour des fins de construction ou autres améliorations ;

Aider, avec l'approbation des actionnaires de la dite compagnie, par argent avancé ou autrement, à la construction et au maintien des chemins, rues, aqueducs, canaux d'égoûts ou autre travaux d'améliorations destinés à rendre les propriétés de la compagnie plus accessible et en augmenter la valeur ;

Prendre et recevoir des hypothèques et aucune garantie quelconque pour assurer le paiement du prix d'achat d'aucune des propriétés vendues par la compagnie, ou tout argent dû à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie aux acheteurs, pour des fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer d'actions, débiteures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but que celui de cette compagnie et faisant affaires de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie ;

Vendre ou disposer autrement d'aucune partie d'immeuble ou toute propriété possédée par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos et accepter des actions, débiteures et garanties d'aucune autre compagnie ayant un objet semblable à celle-ci, en paiement ou en partie de paiement de telles propriétés ;

Acquérir et posséder toutes franchises, privilèges, entreprises, propriétés, droits, baux, contrats, immeubles, actions, actifs et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus, à une valeur jugée raisonnable par la compagnie ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder et mettre en opération un pouvoir pour la production de l'électricité, de la lumière et la fourniture de l'eau sur les propriétés de la compagnie avec le droit de vendre ou autrement disposer de tout surplus de tel pouvoir dans le comté de Laval ;

Construire, acquérir, posséder et mettre en opération des aqueducs nécessaires ou utiles aux affaires de la compagnie et faire généralement toutes choses nécessaires aux affaires de la compagnie ;

Acheter, louer ou autrement acquérir la propriété ou la jouissance de toutes propriétés et en payer le prix ou une partie d'icelui en actions acquittées de la dite compagnie ;

Emprunter tous montants d'argent nécessaires pour les fins de la compagnie, par billets, hypothèques ou par débiteures, etc., sous le nom de "La Compagnie des Terrains de Laval Incorporée", avec un capital de deux cent quatre-vingt-quinze mille piastres (\$295,000.00), divisé en deux mille neuf cent cinquante (2,950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Rose, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1679

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un février 1912, par lesquelles la compagnie "Beaudin & Compagnie

buildings upon such real estate or any part thereof ;

To sell, lease, convey, mortgage, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate or any portion thereof and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements ;

With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value ;

To take and hold hypothecs, and any security whatsoever, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such considerations and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept shares, debentures and securities of any any other company with a similar object to that of this company, in payment or part payment thereof ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and own and operate power for the production of electricity, light and the supply of water on the property of the company, with the right to sell or otherwise dispose of any surplus of such power within the county of Laval ;

To construct, acquire, hold and operate waterworks necessary or useful to the business of the company and generally do anything necessary for the business of the company ;

To purchase, lease or otherwise acquire the ownership or enjoyment of any property, and pay for same or a part of same with paid up stock of the company ;

To borrow any sums of money necessary for the purposes of the company, by notes, hypothecs or debentures, etc., under the name of "La Compagnie des Terrains de Laval Incorporée", with a capital of two hundred and ninety five thousand dollars (\$295,000.00), divided into two thousand nine hundred and fifty (2,950) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sainte Rose, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1680

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-first day of February, 1912, by which "Beaudin & Compagnie, Incor-

Incorporée", a été autorisée à changer son nom en celui de "Beaudin & Compagnie Incorporée Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1912.

1677 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

La compagnie "Fraser & Chalmers, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Arthur Hall Sancton, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 22 avril 1912. 1695

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3^e jour d'avril 1912, constituant en corporation l'honorable Georges Elie Amyot, manufacturier et conseiller législatif, MM. George Tanguay, négociant, Alphonse Bénéon Dupuis, négociant, Charles Edmond Taschereau et Joseph Philéas Cantin, notaires, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, vendre, échanger, donner à bail et louer des propriétés mobilières et immobilières ;

Concéder à rente foncière par bail emphytéotique ou autrement les propriétés immobilières de la compagnie ;

Construire et ériger des bâtisses, usines, quais, ou faire autres travaux de même nature ;

Acquérir et posséder des intérêts ou actions dans d'autres compagnies incorporées et en disposer ;

Acquérir et posséder le commerce et l'achalandage d'autres compagnies ou personnes ;

Payer en argent, actions, débetures ou obligations de cette compagnie ou d'autres compagnies les dits biens et droits mobiliers et immobiliers que cette compagnie pourrait ainsi acquérir ;

Et, sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui pourront être jugés nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, sous le nom de "Stadacona Land Company, Limited", avec un capital de trois cent mille piastres (\$300,000.00), divisé en trois mille (3000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1912.

1567.2 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. William Thomas Heney, courtier d'immeubles, Hector Paiement, marchand, de Montréal, Zacharie Aubertin, gentilhomme, du village de Boucherville, J. Henri Pinard et J. Adolphe Pinard, marchands, de la ville de Nicolet, dans les buts suivants :

Acquérir des immeubles de toute description, soit dans la ville ou à la campagne, par achat pour argent ou stock de la compagnie, ou autre considé-

porée" has been authorized to change its name to "Beaudin & Compagnie Incorporée, Limitée".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1912.

1678 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

The Company "Fraser & Chalmers Limited" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Arthur Hall Sancton, of Montreal.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 22nd April, 1912. 1696

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the third day of April, 1912, incorporating the Honorable Georges Elie Amyot, manufacturer and legislative councillor, Messrs. Georges Tanguay, merchant, Alphonse Bénéon Dupuis, merchant, Charles Edmond Taschereau and Joseph Philéas Cantin, notaries, of the city of Québec, for the following purposes :

To acquire, hold, sell, exchange, lease and let moveable and immoveable property ;

To cede the immoveable property of the company by emphyteutic lease, ground rent or otherwise ;

To construct and erect buildings, workshops, wharves, or do any other work of a like nature ;

To acquire and hold interests or shares in other incorporated companies and dispose thereof ;

To acquire and hold the business and goodwill of other companies or persons ;

To pay for the said moveable and immoveable property and rights that this company may thus acquire, in cash, stock, bonds or debentures of this or other companies ;

And without limiting the generality of the aforesaid powers, to do all such acts and things as may be deemed necessary or useful to the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Stadacona Land Company, Limited", with a capital of three hundred thousand dollars (\$300,000.00), divided into three thousand (3000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1912.

1568 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the tenth day of April, 1912, incorporating Messrs. William Thomas Heney, real estate broker, Hector Paiement, merchant, of Montreal, Zacharie Aubertin, gentleman, of the village of Boucherville, J. Henri Pinard, and J. Adolphe Pinard, merchants, of the town of Nicolet, for the following purposes :

To acquire real property of any description, whether in town or country, by purchase for cash or stock of the company, or other consideration, or

ration, ou partie dans l'un ou partie dans l'autre, ou par échange pour tel stock ou autre considération louer aucun des immeubles ;

Posséder aucun des immeubles ainsi acquis par la compagnie, construire et ériger des bâtisses sur iceux et mettre les dites bâtisses en opération ;

Vendre ou louer les dits immeubles ou toute partie d'iceux, ou les échanger pour d'autres propriétés ;

Emprunter de l'argent et garantir le remboursement d'iceux par hypothèque, ou engagement sur la dite propriété ;

Acheter et posséder des actions du stock de toute autre compagnie ou compagnies, ou obligations, garanties sur propriété ou entreprises appartenant à d'autre compagnie ou compagnies faisant les mêmes affaires que celles de la compagnie, et de temps en temps vendre les dites actions ou obligations, ou les échanger pour d'autres actions ou obligations ;

Vendre l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour telle considération que les directeurs jugeront à propos ;

S'engager en général dans toutes les entreprises ayant rapport aux immeubles, la construction de bâtisses sur iceux et l'entretien de telles bâtisses, sous le nom de "La Compagnie Modèle des Terrains et Placements", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,
1569.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Heinrich Caiserman, teneur de livres, Morris Kaskin, agent, David Sheffer, entrepreneur, Harry Hershman, agent, et Boris Whitkow, peintre, de Montréal, dans les buts suivants :

Imprimer et publier des journaux dans la cité de Montréal et ailleurs ;

Faire en général les affaires d'impression et de publication ;

Acheter, vendre et autrement faire le commerce de toute sorte de papier et de librairie, manufacturer toute sorte de papier et autres produits de même nature, manufacturer, acheter et vendre tous les matériaux bruts employés pour aucune des susdites fins, et toutes les machines et machineries de toute sorte quelconque employées en rapport avec aucune des susdites fins ;

Acheter, vendre des limites à bois et en faire le commerce autrement ;

Etablir et maintenir des bibliothèques, cercles littéraires et associations de lecture ;

Acheter, vendre, imprimer, publier toute sorte de livres et en faire le commerce autrement ;

Acheter, vendre et faire le commerce autrement de droits d'auteur, marques de commerce, inventions et patentes en rapport ou concernant aucun des objets pour lesquels la compagnie est incorporée et de les payer en stock acquitté ou obligations de la compagnie ;

Faire toute autres affaires soit manufacturées ou autrement qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être conduites convenablement en rapport avec les affaires de la compagnie, ou calculées directement ou indirectement pour en augmenter la valeur ou pour rendre avantageux aucun des biens et droits de la compagnie ;

Acheter ou acquérir autrement le stock ou obligations de toute autre compagnie faisant les mêmes affaires que celles pour lesquelles la compagnie est incorporée et de les payer en la manière que la compagnie jugera à propos et spécialement en

partly one and partly the other, or by exchange for such stock or other consideration, to lease and real property ;

To hold any real property so acquired by the company, to construct and erect building thereon, to operate said buildings ;

To sell or lease said property or any part thereof, or to exchange the same for other property ;

To borrow money and to secure the repayment of the same by hypothec, mortgage, or pledge upon said property ;

To purchase and hold shares of stock in any company or companies, or bonds secured upon property or undertakings belonging to another company or companies carrying on a business similar to that of the company, and from time to time to sell such shares or bonds, or exchange them for other shares or bonds ;

To sell the undertaking of the company in whole or in part for such consideration as to the directors may appear advisable ;

To engaged generally in all undertakings, relating to real estate, the construction of buildings thereon, and the maintenance of such buildings, under the name of "La Compagnie Modèle des Terrains et Placements", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,
1570 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1912 incorporating Messrs. Heinrich Caiserman, book-keeper, Morris Kaskin, agent, David Sheffer, contractor, Harry Hershman, agent, and Boris Whitkow, painter, of Montreal, for the following purposes :

To print and publish newspaper at the city of Montreal and elsewhere ;

To carry on a general printing and publishing business ;

To buy, sell and otherwise deal in all kinds of paper and stationary, to manufacture all sorts of paper and other products of a similar nature ; to manufacture, buy and sell all raw materials used for any of the foregoing purposes, and all machines and machinery of all kinds whatsoever used in connection with any of the foregoing purposes ;

To buy, sell and otherwise deal in timber limits ;

To establish and maintain libraries, book, clubs and reading associations ;

To buy, sell, print, publish and otherwise deal in all kinds of books ;

To buy, sell and otherwise deal in copy rights, trade marks, inventions and patents relating or germane to any of the objects for which the company is incorporated and to pay for same in paid up stock or bonds of the company ;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or to render profitable any of the company's property or rights ;

To purchase or otherwise acquire the stock or bonds of any other company carrying on a business similar to that for which the company is incorporated and to pay for same in such manner as the company may deem fit and especially by mortgaging any of

hypothéquant aucun de ses immeubles ou en émettant son stock acquitté ou obligations en paiement d'iceux ;

Vendre tout ou aucune partie de son actif, ses biens ou entreprises, comme une affaire en opération, ou autrement pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et spécialement pour stock, obligations ou débetures de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou en disposer autrement ;

Faire tous ou aucun des susdits actes comme patrons, facteurs, agents, entrepreneurs, fidéi commis ou autrement, soit seule ou conjointement avec autres ;

Faire toutes telles autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets et spécialement hypothéquer aucun des immeubles que la compagnie peut acquérir, sous le nom de "Volks Zeitung Publishing Association Incorporated", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1579.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du treizième jour d'avril 1912, à "La Compagnie de Construction La Fontaine", par lesquelles, elle a été autorisée d'augmenter son capital jusqu'au montant de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisant le nouveau capital de cent mille piastres (\$100,000.00) en quatre mille (4000) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1597.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. William John Carbray, marchand à commission de charbon, bois, etc., en général, Wilbrod Jalbert, marchand de charbon, C. Napoléon Falardeau, marchand de charbon, Charles Edmond Taschereau et Joseph Philias Cantin, notaires, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acheter, vendre et faire le commerce de charbon, bois et aussi de briques, terra cotta, tuiles, tuyaux de drainage et d'égout et autres produits de même nature, acheter, vendre, entreprendre tous les dits produits et en disposer, et pour telles fins acheter, posséder, mettre en opération, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce d'immeubles en fief simple, dans les terres à bois, limites à bois, licences de bois, droits de bois ;

Acquérir la clientèle, droits, actions de stock, affaires et biens de toute personne, société, association ou corporation, et de les payer en argent, stock de cette compagnie, obligations ou autrement, et posséder tous ou aucune partie des biens ainsi acquis et en disposer en aucune manière, ou conduire ou mettre en opération en aucune manière légale toutes ou aucune partie des affaires acquises, et exercer tous les pouvoirs nécessaires ou utiles ayant rapport à la conduite et administration des dites affaires ;

Acquérir, ériger, maintenir et mettre en opération des entrepôts, quais, bateaux, vaisseaux à vapeur, remorqueurs, barques, bassins et élévateurs ;

Agir comme agents, marchands à commission et courtiers pour acheter, vendre, tenir, posséder, donner à bail, louer, échanger, améliorer, déve-

its immoveable property or by issuing its paid up stock or bonds in payment therefore ;

To sell or dispose of the whole or any part of its assets, property or undertakings as a going concern or otherwise for such consideration as the company may deem fit and especially for stocks, bonds or debentures of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all or any of the above acts as principals, factors, agents, contractors, trustees or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do all such other acts as are incidentals or conducive to the attainment of the above objects and especially to hypothecate any real estate which the company may acquire, under the name of "Volks Zeitung Publishing Association Incorporated", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montréal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1580 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of Quebec, 1912, to "La Compagnie de Construction La Fontaine", by which it has been authorized to increase its capital up to the amount of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00) dividing the new capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) into four thousand (4000) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1598 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 13th day of April, 1912, incorporating Messrs. William John Carbray, general commission merchant coal, lumber, etc., Wilbrod Jalbert, coal merchant, C. Napoléon Falardeau, coal merchant, Charles Edmond Taschereau and Joseph Philias Cantin, notaries, of the city of Quebec, for the following purposes :

To purchase, sell and deal in coal, wood and also brick, terra cotta, tiles, drain and sewer pipes and such like productions, to buy, sell, contract for and dispose of all said products, and for such purposes to purchase, hold, operate, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate in fee simple, in timber lands, timber limits, timber licences, timber rights ;

To acquire the good-will, rights, shares of stock, business and property of any person, firm, association or corporation, and to pay for the same in cash, the stock of this company, bonds or otherwise, and to hold in any manner dispose of the whole or any part of the property so acquired, or to conduct or operate in any lawful manner the whole or any part of the business acquired, and to exercise all the powers necessary or convenient in and about the conducting and management of said business ;

To acquire, erect, maintain and operate warehouses, wharves, vessels, steamers, tugs, barges, docks and elevators ;

To act as agents, commission merchants and brokers in purchasing, selling, holding, owning, renting, leasing, exchanging, improving, developing

l'opérer aucun et tous les susdits biens, droits, privilèges et pouvoirs, en faire le commerce et en disposer autrement ;

Prendre, acquérir, tenir, posséder, donner à bail, louer, vendre, échanger, améliorer, développer aucun et tous les biens, meubles et immeubles, de toute sorte, nature et description ayant rapport ou capables d'être employés en rapport avec les susdites affaires ou entreprises ou aucune d'elles, ou qui peuvent paraître avantageux ou utiles à l'avancement d'icelles, et posséder et exercer en rapport à icelles tous les droits, pouvoirs et privilèges des personnes, propriétaires ou tenanciers, en faire le commerce et en disposer autrement, sous le nom de "Carbray Son & Company Limited," avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'avril 1912.

C. SIMARD,

1601-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10^{ème} jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. J. P. H. Massicotte, médecin, Adeodat Normand, gérant, J. A. Raoul Jolicœur, tailleur, Ludger Côté, rentier, L. Alphonse Tourigny, marchand, Oct. Gaudet, marchand, et Théo. Desilet, manufacturier, de Victoriaville, dans les buts suivants :

De faire l'élevage et le commerce de volailles de toutes sortes, d'oiseaux de basse cour, de lapins, de chien, d'abeilles, de grains de toutes sortes, de foin, de moulées, d'os broyés, de viandes hachées, d'écaillés d'huitres, d'œufs ;

De fabriquer et faire le commerce d'incubateurs, d'éleveuses, de toutes sortes d'ustensiles nécessaires à l'élevage des animaux de basse cour avec pouvoir de construire, acquérir, posséder, vendre, échanger, louer, bâtir et réparer toutes bâtisses nécessaires à cette fin ;

De tenir des entrepôts, marchés ou magasins et faire le commerce et les affaires qui peuvent être accessoires aux objets susdits ou s'y rattache, et que la compagnie peut avoir l'occasion de faire en exerçant son commerce et ses industries ;

D'acheter, acquérir et posséder en tout ou en partie les affaires de commerce, stock, actif et passif de toutes sociétés ou compagnies semblables, sous le nom de "La Basse Cour de Victoriaville, Limitée", avec un capital de deux mille (\$2,000.00) piastres, divisé en quatre-vingts (80) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Victoriaville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1581.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 13^{ème} jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. Mortimer Hushion, commis voyageur, Kenneth J. Turner, comptable, J. Albert Berthiaume, courtier d'immeubles, Bernadette Castonguay, sténographe, et Eugène Poirier, étudiant en droit, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôtels et de restaurants et de toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec iceux, ainsi que chaises pour cirer les chaussures, salons de barbier, salles de billards et de poule, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigares et de tabac ;

Acquérir par achat comme une affaire en opéra-

and otherwise dealing and disposing of any and all the above mentioned properties, rights, privileges and powers ;

To take, acquire, hold, own, rent, lease, sell, exchange, improve, develop and otherwise deal in and dispose of any and all property, real and personal, of every name, nature and description incident to or capable of being used in connection with the aforesaid business or undertakings or any of them, or which may be deemed advantageous or convenient in the prosecution hereof, and to possess and exercise in respect thereto all the rights, powers and privileges of individuals, owners or holders thereof, under the name of "Carbray Son & Company, Limited, with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of April, 1912

C. J. SIMARD,

1602

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 10th day of April, 1912, incorporating Messrs. J. P. H. Massicotte, physician, Adeodat Normand, manager, J. A. Raoul Jolicœur, tailor, Ludger Côté, "rentier", L. Alphonse Tourigny, merchant, Oct. Gaudet, merchant, and Théo. Desilet, manufacturer, of Victoriaville, for the following purposes :

To carry on the breeding of and deal in poultry of all kinds, barnyard fowl, rabbits, dogs, bees, grain of all kinds, flour, meal, crushed bones, chopped meat, oyster shells, eggs ;

To manufacture and deal in incubators, breeders, all kinds of utensils necessary for the breeding of barnyard animals, with power to construct, acquire, hold, sell, exchange, lease, build and repair any buildings necessary for such purpose ;

To keep warehouses, markets or stores and carry on the business and trade that may be accessory to the aforesaid objects or connected therewith and that the company may have occasion to carry on in the exercise of its business and trade ;

To purchase, acquire and hold in whole or in part the business, stock, assets and liabilities of any similar firm or company, under the name of "La Basse Cour de Victoriaville, Limitée", with a capital of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into eighty (80) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Victoriaville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1582

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of April, 1912, incorporating Messrs. Mortimer Hushion, commercial traveller, Kenneth J. Turner, accountant, J. Albert Berthiaume, real estate broker, Bernadette Castonguay, stenographer, and Eugène Poirier, law-student, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business, which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoes shining stands, barber shops, billiard and pool room, newspaper and magazine depots, cigars and tobacco stores ;

To acquire by purchase as a going concern, and

tion et faire les affaires d'hôtel maintenant conduites dans la cité de Montréal, sous le nom de "Hynes Café", avec son installation, mobilier, stock de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens immeubles en général, et de les payer en argent ou en obligations, ou actions acquittées de la compagnie ;

Acquiescer par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, et faire toutes affaires d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, son installation, mobilier et tous les autres biens en général, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Acheter ou acquiescer autrement ou posséder par bail ou aucun autre titre, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire pour les objets pour lesquels la compagnie est incorporée et de payer, pour telles acquisitions de détenteurs, en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ses meubles et immeubles, en disposer ou en faire le commerce autrement ;

Hypothéquer ses immeubles et engager sa propriété mobilière et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux ;

Construire, maintenir et exploiter, sur aucun des terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises ;

Acheter, acquiescer, posséder, vendre, céder et transférer des actions, débentures et toutes autres garanties de toute autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou qui peuvent paraître avantageux pour mettre en opération aucun des susdits objets, sous le nom de "King's Hotel Company", avec un capital total de dix-neuf mille cinq cent piastres (\$19,500.00), divisé en cent quatre-vingt-quinze (195) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 13ème jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,
1603.2 Sous-Secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 3 avril 1912.

Avis est donné par la présente que les dissidents de Sainte-Blandine, comté de Rimouski, n'ayant pas eu d'école en opération pendant plus d'un an, soit dans leur propre municipalité, soit conjointement avec d'autres syndics dans une municipalité voisine, et paraissant ne pas mettre, de bonne foi, la loi scolaire à exécution, et ne prendre aucune mesure pour maintenir des écoles de leur croyance religieuse, je recommanderai au lieutenant-gouverneur en conseil que la corporation des syndics des écoles dissidentes de la dite municipalité soit déclarée dissoute, quand trois mois se seront écoulés depuis la date du présent avis, en conformité de l'article 2627 des S. R. P. Q., 1909.

1561-3

Québec, 22 mars 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. Aimé Lusier, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu le notaire J. A. Fournier, en son vivant

to carry on the hotel business now being carried in the city of Montreal, under the name of "Hynes Café" with its equipment, furnishings, stock in trade, licence, good will and all its other immovable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or paid up shares of the company ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings, used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings, and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or paid up shares of the company ;

To buy or otherwise acquire, or to hold, by lease or any other title, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions of holdings in cash or in bonds, or paid up shares of the company ;

To sell, exchange, dispose of lease or otherwise deal with all or any of its moveable and immovable property ;

To hypothecate its immoveables and to pledge its moveable property and to borrow money upon the security thereof ;

To construct, maintain and exploit, upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying out of the above undertakings

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures, and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company ;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seemed advantageous to the carrying in effect of any of the above objects, under the name of "King's Hotel Company", with a capital stock of nineteen thousand and five hundred dollars (\$19,500.00), divided into one hundred and ninety five (195) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1912.

C. J. SIMARD,
1604 Deputy Provincial Secretary.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 3rd April, 1912.

Notice is hereby given that the dissentients of Sainte-Blandine, county of Rimouski, having been without schools for upwards of a year, either in their own municipality or jointly with other trustees in an adjoining municipality, and appearing not to put, in good faith, the education act into execution, and to take no steps to maintain schools of their religious belief, I shall recommend the Lieutenant-Governor in Council to abolish the corporation of the trustees of the dissentient schools of the said municipality, when three months shall have elapsed from the date of this notice, in conformity with article 2627 of the R. S. P. Q., 1909.

1562

Quebec, 22nd March, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. Aimé Lusier, esquire, notary public, practising and residing in the town of Saint John's, county of Saint John's, district of Iberville, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late notary J. A. Fournier, in his lifetime

demeurant et pratiquant à l'endroit susdit, le tout conformément aux dispositions du code du notariat.
1275.5

Québec, 26 mars 1912.

Avis est par le présent donné qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accorder en faveur de Joseph-Marie Savignac, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, district de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu le notaire Césaire-Ernest Germain, en vertu des dispositions du code du notariat.

1321.5

No. 4709-11

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 18 avril 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Duhamel ouest, comté de Pontiac, les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton Duhamel, les lots Nos 58 à 63, inclusivement, du 2ème rang, et de les annexer à celle de Guigues, dans le même comté.

1657

Québec, 2 avril 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Joseph-Eugène-Edgar Laliberté, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Warwick, comté d'Arthabaska, district d'Arthabaska, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Edouard-Hippolyte Laliberté, en vertu des dispositions du code du notariat.

1421

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

notary public, practising and residing at the aforesaid place, the whole in accordance with the provisions of the notarial code.
1276

Quebec, 26th March, 1912.

Notice is hereby given that His Honour the Lieutenant Governor of the province of Quebec, has been pleased to authorize in favor of Joseph-Marie Savignac, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late notary Césaire-Ernest Germain, in accordance with the provisions of the notarial code.

1322

No. 4709-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 18th April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the Superintendent of Public Instruction gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Duhamel west, county of Pontiac, the lots bearing on the official cadastre of the township Duhamel, the lots Nos. 58 and 63, inclusively of the 2nd range, and to annex same to that of Guigues, in the same county.

1658

Quebec, 2nd April, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Joseph-Eugène-Edgar Laliberté, Esquire, notary public residing and practising at Warwick, county of Arthabaska, district of Arthabaska, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Edouard Hippolyte Laliberté, in accordance with the provisions of the Notarial Code.

1422

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition, mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

919

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse,

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

920

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting

digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et des lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les itinéraires, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges pécuniaires à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer,

of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or act in which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways

chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités.

L. P. GEOFFRION,

turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, at a cost of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.

L. P. GEOFFRION,

Avis Divers

Miscellaneous Notices

¶ Saint-Hyacinthe, No 58, Cour Supérieure. — Dame Marie-Louise Alix, de Richelieu, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, J. Emile Tanguay, agent, du même lieu. Saint-Hyacinthe, 15 avril 1912. J. EMILE OSTIGUY, avocat de la demanderesse.

1671

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } Cour Supérieure.
No 126.

Dame Adéla Vaillancourt, de la ville de Thetford Mines, district d'Arthabaska, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph Daigle, entrepreneur menuisier, du même lieu.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 17 avril 1912. 1643.2

Province de Québec, District de Saint-François, No 1000. — Dame Loretta Beatrice Reed, épouse de Walter Truax, de la ville de Cookshire, dit district, entrepreneur, autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari. Sherbrooke, 11 avril 1912. Léonard & Juneau, procureurs de la demanderesse.

1565.2

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } Cour Supérieure.
No 2168.

Dame Dorothée Racine dit Beauchesne, de la paroisse de Saint-Anicet, dit district, épouse commune en biens de Hector Quesnel, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Hector Quesnel, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

J. ALEX. LEGAULT,
Avocat de la demanderesse.
Valleyfield, 8 mars 1912. 1299.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1777.

Dame Clara Baribeau, épouse commune en biens de Ernest Picard, boucher, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Ernest Picard, boucher, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 mars 1912.

C. A. ARCHAMBAULT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 22 mars 1912. 1279.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 680.

Dame Mélarie Dufour, épouse commune en biens de Francis Boileau, plâtrier, dûment autorisée, à ester en justice, des cité et district de Montréal, Demanderesse ;

vs

Le dit Francis Boileau, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le septième jour de mars 1912.

J. A. BELANGER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 7 mars 1912. 1343.5

Saint Hyacinth, No 58, Superior Court. — Dame Marie Louise Alix, of Richelieu, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband, J. Emile Tanguay, agent, of the same place. Saint Hyacinth, 15th April, 1912. J. EMILE OSTIGUY, attorney for plaintiff.

1672

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } Superior Court.
No. 126.

Dame Adéla Vaillancourt, of the town of Thetford Mines, district of Arthabaska, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Joseph Daigle, jobber and carpenter, of the same place.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 17th April, 1912. 1644

Province of Quebec, District of Saint Francis, No 1000 — Dame Loretta Beatrice Reed, wife of Walter Truax, of the town of Cookshire, said district, contractor, authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband. Sherbrooke, 11th April, 1912, Leonard & Juneau, attorneys for plaintiff.

1566

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } Superior Court.
No. 2168.

Dame Dorothée Racine, dit Beauchesne, of the parish of Saint Anicet, said district, wife common as to property of Hector Quesnel, farmer, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Hector Quesnel, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day.

J. ALEX. LEGAULT,
Attorney for plaintiff.
Valleyfield, 8th March, 1912. 1300

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 1777.

Dame Clara Baribeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Ernest Picard, butcher, of the same place, duly authorize "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

Ernest Picard, butcher, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd of March, 1912.

C. A. ARCHAMBAULT,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 22nd March, 1912. 1280

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No 680.

Dame Mélanie Dufour, wife common as to property of Francis Boileau, plasterer, of the city and district of Montreal, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Francis Boileau, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 7th day of March, 1912.

J. A. BELANGER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 7th March, 1912. 1344

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3499.

Dame Alice Lévesque, épouse commune en biens de Hector Dubuque, agent, tous deux de la cité et du district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse; vs le dit Hector Dubuque, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le dix-huitième jour d'avril 1912.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 23 avril 1912. 1719

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 11.

Dame Clara Mathieu, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Hector Bernier, boulanger, de la dite cité, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Hector Bernier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-septième jour d'avril 1912

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs de la demanderesse.

1673

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 103.

Dame Marie Pelletier, de Victoriaville, district d'Arthabaska, épouse de Amable Fortin, journalier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Amable Fortin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, le 26e jour de mars 1912.

WILFRID LALIBERTE,

Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 26 mars 1912. 1453-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2156.

Dame Germaine Lahaye, épouse commune en biens de Louis Van Boeckel, entrepreneur, tous deux de la ville de Maisonneuve, dans le district de Montréal, cette dernière étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Louis Van Boeckel, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause contre le défendeur, le dixième jour d'avril mil neuf cent douze.

PELLISSIER, WILSON

& ST. PIERRE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 10 avril 1912. 1525-3

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No. 6188.

Dame Marie Champoux, épouse commune en biens de Maxime Masse, ci-devant commerçant, de la ville et du district de Joliette, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Maxime Masse, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 4 avril 1912.

J. A. PIETTE,

1537-3 Avocat de la demanderesse.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3499.

Dame Alice Lévesque, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hector Dubuque, agent, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff; vs Hector Dubuque, agent, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eighteenth of April, 1912.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 23rd April, 1912. 1720

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No 11.

Dame Clara Mathieu, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Hector Bernier, baker, of the said city, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff;

vs

The said Hector Bernier, Defendant.

An action for separation as to property against the defendant has been instituted in this cause, on the seventeenth day of March, 1912

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for plaintiff.

1674

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 103.

Dame Marie Pelletier, of the town of Victoriaville, district of Arthabaska, wife of Amable Fortin, laborer, of the town of Victoriaville, duly authorized to sue in law, Plaintiff;

vs

The said Amable Fortin, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, the 26th day of March, 1912.

WILFRID LALIBERTE,

Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 26th March, 1912. 1454

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2156.

Dame Germaine Lahaye, wife common as to property of Louis Van Boeckel, contractor, both of the town of Maisonneuve, in the district of Montreal, the said Germaine Lahaye being duly authorized to sue the defendant in this case, Plaintiff; vs the said Louis Van Boeckel, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property was instituted in this cause against the defendant, on the tenth day of April, one thousand nine hundred and twelve.

PELLISSIER, WILSON

& ST. PIERRE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 10th April, 1912. 1526

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6188.

Dame Marie Champoux, wife common as to property of Maxime Masse, heretofore trader, of the town and district of Joliette, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff;

vs

The said Maxime Masse, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 4th April, 1912.

J. A. PIETTE,

1538 Attorney for plaintiff.

C. S. No 236. Claudia Asselin a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Joseph Ephrem Jobin. Québec, 6 avril 1912. MORAUD & SAVARD. 1489.3

Avis public est par le présent donné à toutes personnes possédant ou prétendant posséder des terres octroyées dans le canton de Hamilton, dans le district de Gaspé, sous le grand Sceau de la province, avant l'année 1820, que le soussigné Antonio Couillard, magistrat de district pour le district de Gaspé, a été nommé par arrêté ministériel en date du vingt-neuvième jour d'avril 1912, pour s'enquérir de la nature des dites réclamations et vérifier si la possession des réclamants a été continue, pacifique, sans interruption et publique.

Toutes personnes étant sous les susdites dispositions et désirant obtenir des lettres patentes en vertu des statuts 9, Ed. VII, ch. 68, doivent produire leurs réclamations entre les mains du soussigné, à New Carlisle, sous trois mois de la dernière publication du présent avis.

ANTONIO COUILLARD,
Magistrat de district.
Bonaventure.

New Carlisle, 22 avril 1912. 1687

PAUL BRUCHESI

Par la Grâce de Dieu et du Siège Apostolique,
Archevêque de Montréal.

A tous ceux qui les présentes verront, savoir faisons que vu :

1. La requête en date du vingt-cinq de mars mil neuf cent douze au nom et de la part d'une partie des habitants francs-tenanciers d'une partie des paroisses du Sacré-Coeur, de Saint-Jacques-le-Majeur et de Sainte-Brigide, demandant l'érection du dit territoire en paroisse séparée et distincte de celles du Sacré-Coeur, de Saint-Jacques-le-Majeur et de Sainte-Brigide ;

2. Le procès-verbal d'une assemblée tenue le premier avril mil neuf cent douze, à l'école Gerneau, constatant et vérifiant les faits énoncés dans la dite requête ;

3. Les avantages spirituels qui résulteront nécessairement de l'érection canonique de cette paroisse ;

En conséquence, le Saint Nom de Dieu invoqué et du consentement de nos vénérables frères les chanoines titulaires de notre église métropolitaine, nous avons érigé et par les présentes nous érigeons en titre de cure et de paroisse, sous l'invocation de Sainte-Catherine dont la fête se célèbre le vingt-cinq novembre, le territoire suivant borné comme suit, savoir :

Vers le sud-ouest, par le centre de la rue Saint-André, à partir de la rue Sherbrooke jusqu'à la rue Sainte-Catherine.

Vers le Sud-Est, (a) par le centre de la rue Sainte-Catherine à partir de la rue Saint-André jusqu'à la rue Amherst, (b) par le centre de la rue de Montigny à partir de la rue Amherst jusqu'à la ligne limitative entre les rues Visitation et Panet.

Vers le nord-est, par la ligne limitative des rues Panet et Visitation, à partir de la rue de Montigny jusqu'à la rue Lafontaine, (b) par le centre de la rue Visitation à partir de la rue Lafontaine jusqu'à la rue Jubilee Court, (c) par le centre de la rue Beaudry à partir de la rue Jubilee Court jusqu'à la rue Ontario, (d) par le centre de la rue Montcalm à partir de la rue Ontario jusqu'à la rue Sherbrooke ;

Vers le Nord-Ouest, (a) par le centre de la rue Sherbrooke à partir de la rue Saint-André jusqu'à la rue Montcalm, (b) par le centre de la rue Ontario à partir de la rue Montcalm, jusqu'à la rue Beaudry, (c) par le centre de

S. C. No. 236. Claudia Asselin has, this day, instituted an action for separation as to property against Joseph Ephrem Jobin. Quebec, 6th April, 1912. MORAUD & SAVARD. 1490

Public notice is hereby given to all persons holding, or claiming to hold, lands granted in the township of Hamilton, in the district of Gaspé, under the great Seal of the province, before the year 1820, that the undersigned Antonio Couillard, district magistrate for the district of Gaspé, has been appointed by an order in council bearing date of the twentieth day of April, 1912, to enquire into the nature of the said claims and to ascertain whether the possession of the claimants has been continuous, peaceable, uninterrupted and public.

All persons coming within the above provisions who desire to obtain letters patent under the statute 9 Ed. VII, ch. 68, must file their claims with the undersigned, at New Carlisle, within the three months following the last publication of the present notice.

ANTONIO COUILLARD,
District Magistrate.
Bonaventure.

New Carlisle, 22nd April, 1912. 1688

PAUL BRUCHESI

By the Grace of God and the Apostolic See,
Archbishop of Montreal, &c., &c.

To all to whom these presents shall come, We make known that, considering :

1. The petition dated the twenty fifth day of the month of March, in the year one thousand nine hundred and twelve, presented to Us in the name and on behalf of the majority of the freehold inhabitants of a part of the parishes of Sacré Coeur, Saint Jacques-le-Majeur and Sainte Brigide, praying for the erection of the said territory into a separate and distinct parish from those of Sacré-Coeur, Saint Jacques-le-Majeur and Sainte Brigide, ;

2. The procès-verbal of a meeting held on the first of April, one thousand nine hundred and twelve, at Garneau school, establishing and confirming the facts set forth in the said petition ;

3. The spiritual advantages that will necessarily result from the canonical erection of such parish ;

Therefore, the holy Name of God being invoked, and with the consent of Our Venerable Brethren the titular canons of Our Metropolitan church, We have erected, and by these presents do erect as cure and parish, under the invocation of Sainte Catherine, whose feast is celebrated on the twenty fifth of November, the territory bounded as follows, to wit :

On the South west, by the centre of Saint Andrew street from Sherbrooke street to Sainte Catherine street ;

On the South east, (a) by the centre of Sainte Catherine street from Saint Andrew street to Amherst street, (b) by the centre of Montigny street from Amherst street to the boundary line between Visitation and Panet streets ;

On the North east, (a) by the boundary line of Panet and Visitation streets from Montigny street to Lafontaine street, (b) by the centre of Visitation street from Lafontaine street to Jubilee Court street, (c) by the centre of Beaudry street from Jubilee Court street to Ontario street, (d) by the centre of Montcalm street from Ontario street to Sherbrooke street ;

On the North west, (a) by the centre of Sherbrooke street from Saint Andrew street to Montcalm street, (b) by the centre of Ontario street from Montcalm street to Beaudry street, (c) by the centre of Jubilee Court street

la rue Jubilee Court à partir de la rue Beaudry jusqu'à la rue Visitation, (d) par le centre de la rue Lafontaine à partir de la rue Visitation jusqu'à la ligne limitative des rues Panet et Visitation ;

Pour être les dites cure et paroisse de Sainte-Catherine entièrement sous notre juridiction spirituelle, à la charge par les curés ou les desservants qui y seront établis par nous ou par nos successeurs, de se conformer en tout aux règles de discipline ecclésiastique établies dans ce diocèse, spécialement d'administrer les sacrements, la parole de Dieu, et les autres secours de la religion aux fidèles de la dite paroisse, enjoignant à ceux-ci de payer les dîmes et les obligations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse, et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut éternel.

Donné à Montréal, en notre palais archiepiscopal, le sixième jour du mois d'avril de l'année mil neuf cent douze, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing de notre chancelier.

† PAUL, Arch. de Montréal.

Par ordre de Monseigneur l'Archevêque,
ADELARD HARBOUR, Ptre,
Chancelier.

Je, soussigné, prêtre, curé de la paroisse Sainte-Catherine de Montréal, certifie que la présente copie du décret canonique érigeant la nouvelle paroisse Sainte-Catherine est en tout conforme à l'original.

CHARLES H. ROSCONI,
Ptre, Curé.
1699

Montréal, 22 avril 1912.

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DE LA PREMIERE DIVISION DU COMTE DE MATANE.

Aux habitants de la paroisse de Saint-Léandre.

Avis public vous est par le présent donné par le soussigné, Joseph Etienne Gagnon, secrétaire-trésorier de la municipalité de la première division du comté de Matane, que le conseil de la dite municipalité, à sa session générale du 13 mars dernier, tenue au village de Saint-Jérôme de Matane, lieu ordinaire des sessions du dit conseil, à une heure de l'après-midi, a passé la résolution suivante, savoir :

Que les conclusions de la requête de M. George Desrosiers et autres soient acceptées, et que la paroisse de Saint-Léandre, telle que érigée civilement et canoniquement, avec les bornes et limites qui lui sont propres, savoir :

1° Tous les lots des rangs VI et VII du canton Matane, dans le comté de Matane, de 1 a (1 a) à vingt-huit (28), tous inclus, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric ;

2° Tous les lots du rang VIII du dit canton, de deux a (2 a) à vingt-huit (28), de un a (1 a) à douze (12), du rang de la rivière Matane, et de onze a (11 a) à cinquante-sept (57) de chacun des rangs IX et X, tous inclus, du cadastre officiel du canton Matane, soit érigée en municipalité, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Saint-Léandre."

Que cette résolution a été adoptée unanimement par le dit conseil, qu'elle a été soumise à l'approbation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en conseil, et approuvée le trente mars dernier 1912.

Donné à Saint-Jérôme de Matane, ce dix avril mil neuf cent douze.

J. E. GAGNON,
1575.2 S. T. 1ère div. comté de Matane

from Beaudry street to Visitation street, (d) by the centre of Lafontaine street from Visitation street to the boundary line of Panet and Visitation streets ;

The said cure and parish of Sainte Catherine to be wholly under our spiritual jurisdiction, the pastors who shall be appointed thereto by ourselves or our successors, shall in all things conform to the rules of ecclesiastical discipline established in this diocese, especially to administer the sacraments, preach the word of God, and give the other comforts of religion to the faithful of the said parish ; the latter being enjoined to pay them such dues and offerings as are usual and authorized in this diocese, and to respect and obey them in all matters pertaining to religion and relating to their eternal salvation.

Given at Montreal, in Our Archiepiscopal Palace, on the sixth day of the month of April, one thousand nine hundred and twelve, under our hand, the seal of our arms and the counter signature of our chancellor.

† PAUL, Arch. of Montreal,

By order of His Grace,
A. HARBOUR, Priest,
Chancellor.

I, the undersigned priest, Curé of the parish of Sainte Catherine de Montreal, certify that the present copy of the canonical decree erecting the new parish of Sainte Catherine is wholly in conformity with the original.

CHARLES H. ROSCONI,
Priest, Curé.
1700

Montreal, 22nd April, 1912.

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE FIRST DIVISION OF THE COUNTY OF MATANE.

To the inhabitants of the parish of Saint-Léandre.

Public notice is hereby given to you by the undersigned, Joseph Etienne Gagnon, secretary-treasurer of the municipality of the first division of the county of Matane, that the council of the said municipality, at its general meeting of the 13th March last, held in the village of Saint Jérôme de Matane, the usual place of meeting of the said council, at one o'clock in the afternoon, passed the following resolution, to wit :

That the conclusions of the petition of Mr. George Desrosiers and others be accepted, and that the parish of Saint Léandre, as canonically and civilly erected, with the limits and boundaries appertaining thereto, to wit :

1. The whole of the lots of ranges VI and VII of the township Matane, in the county of Matane, from one a (1 a) to twenty eight (28), all inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint Ulric ;

2. The whole of the lots of range VIII of the said township, from two a (2 a) to twenty eight (28), from one a (1 a) to twelve (12), of the range of the Matane river, and from eleven a (11 a) to fifty seven (57) of each of the ranges IX and X, all inclusively, of the official cadastre of the township Matane, be erected into a municipality, under the name of "Municipality of the parish of Saint Léandre."

That the said resolution has been unanimously adopted by the said council, that it has been submitted for the approval of the lieutenant governor of the province in council, and approved on the thirtieth day of March last, 1912.

Given at Saint Jérôme de Matane, this tenth of April, one thousand nine hundred and twelve.

J. E. GAGNON,
1576 S. T. first div. county of Matane.

**DEMEMBREMENT DE LA PAROISSE DE
SAINTE-ELIZABETH DU PORTUGAL,
MONTREAL.**

Avis est par le présent donné que par autorité de Monseigneur l'Archevêque de Montréal, le territoire ci-après désigné, à savoir : vers le nord-est, par la partie de la petite rivière Saint-Pierre qui traverse le canal Lachine, par le numéro 2, de la subdivision officielle du lot numéro trois mille quatre cent douze (3412), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, le numéro treize, de la subdivision officielle du lot numéro mil neuf cent treize, des dits plan et livre de renvoi officiels (1913), par la rue Saint-Ambroise, par le lot numéro soixante quatre, de la subdivision officielle du dit numéro mil neuf cent treize : (1913 64), par la profondeur des lots de la rue Sainte-Marguerite ;

Vers le nord-ouest, par le chemin de fer du Grand Tronc ;

Vers le sud-ouest, partie par le centre du chemin de la Côte Saint-Paul, partie par le centre de la rue Saint-Rémi, à partir du Grand Tronc jusqu'au côté sud du canal Lachine ;

Vers le sud-est, par le côté sud du canal Lachine, formant les dites cure et paroisse de Saint-Zotique ;

Pour être les dites cure et paroisse de Saint-Zotique à la charge par les curés ou les desservants, de se conformer en tout aux règles de discipline ecclésiastique établies dans ce diocèse, spécialement d'administrer les sacrements, la parole de Dieu et les autres secours de la religion aux fidèles de la dite paroisse, enjoignant à ceux-ci de payer les dîmes et oblations telles qu'usitées et autorisées dans ce diocèse et de leur porter respect et obéissance dans toutes les choses qui appartiennent à la religion et qui intéressent leur salut éternel.

Ce décret canonique est entré en vigueur le vingtième jour du mois de novembre de l'année mil neuf cent neuf.

J. V. THERIEN, Ptre,
Curé.
Montréal, 22 avril 1912. 1717

Avis de Faillites

Dans l'affaire de J. N. M. Chéné, Saint-André
Avellin, Insolvable.

Avis est par le présent donné que j'ai été nommé ce jour, par ordre de cour, curateur en la dite affaire.

Les créanciers devront m'envoyer leurs réclamations assermentées d'ici à 30 jours.

J. E. COUTURE,
Curateur.

200, rue Principale,
Hull, Qué., 16 avril 1912. 1675

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
Dans l'affaire de Amyot & Courtemanche, plom-
biers, Saint-Hyacinthe, Faillits.

Avis vous est donné que, le 13^{ème} jour d'avril 1912, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession des sus-nommés, qui ont fait cession judiciaire de leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 24 avril 1912. 1709

**DISMEMBERMENT OF THE PARISH OF
SAINTE ELIZABETH DU POR-
TUGAL, MONTREAL.**

Public notice is hereby given that by authority of His Grace the Archbishop of Montreal, the hereinafter designated territory, to wit: towards the north east by the part of the little river Saint Peter, which crosses the Lachine canal, by the number 2, of the official subdivision of lot number three thousand four hundred and twelve (3412), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, the number thirteen, of the official subdivision of lot number one thousand nine hundred and thirteen (1913), of the said official plan and book of reference, by Saint Ambroise street, by the lot number sixty four, of the official subdivision of the said number one thousand nine hundred and thirteen (1913-64), by the depth of the lots of Sainte-Marguerite street ;

Towards the north west, by the Grand Trunk Railway ;

Towards the south west, partly by the centre of the Côte Saint Paul road, partly by the centre of Saint Rémi street, from the Grand Trunk to the south side of Lachine Canal ;

Towards the south east, by the south side of the Lachine canal, forms the said cure and parish of Saint Zotique ;

The said cure and parish of Saint Zotique, the pastors of which shall in all things conform to the rules of ecclesiastical discipline established in this diocese, especially to administer the sacraments, preach the word of God and give the other comforts of religion to the faithful of the said parish, the latter being enjoined to pay them such dues and offerings as are usual and authorized in this diocese, and to respect and obey them in all matters pertaining to religion and relating to their eternal salvation ;

The said canonical decree has come into force on the twentieth day of the month of November, one thousand nine hundred and nine.

J. V. THERIEN, Priest,
Curé.
Montreal, 22nd April, 1912. 1718

Bankrupt Notices

In the matter of J. N. M. Chéné, Saint André
Avellin, Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the court, I have been appointed to-day, curator in said affair.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. E. COUTURE,
Curator.

200, Main street, Hull.
Hull, Que., 16th April, 1912. 1676

Province of Québec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
In the matter of Amyot & Courtemanche, plumbers,
Saint Hyacinth, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 13th day of April, 1912, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvents, who have made a judicial abandonment of their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 24th April, 1912. 1710

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re "Publishers Press Limited."

En liquidation ;

and
 Alexandre Desmarteau et Alexander Burnett,
 Liquidateurs conjoints.

Avis est par le présent donné que, le 9^e jour d'avril 1912, par ordre de cette cour, nous avons été dûment nommés liquidateurs conjoints des biens de la susdite compagnie.

Les réclamations doivent être déposées au bureau de Alexandre Desmarteau, No 60, rue Notre-Dame Est, sous 30 jours de cette date pour garantir leur collocation sur le bordereau de dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 No 69, rue Notre-Dame Est.
 ALEXANDER BURNETT,
 No 205, rue Saint-Jacques,
 Montréal,
 Liquidateurs conjoints.

Montréal, 19 avril 1912. 1669

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Bruno Matte, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 14^e jour de mai 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 24 avril 1912. 1739

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de A. E. Blouin, Failli ;
 et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
 Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été, ce jour, nommé curateur aux biens du susdit.

Les réclamations devront être produits à mon bureau dans les trente jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 23 avril 1912. 1737

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 121.

Newton Quimby, Demandeur ;

vs

Dame Rose Corbin (Dame H. L. Batchelder),
 Boynton, Qué., Défenderesse et faillie.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au quatorzième jour de mai 1912, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke, Qué.

JOHN J. GRIFFITH,
 Curateur.

Sherbrooke, Que., 26 avril 1912. 1713

District de Beauce.

Dans l'affaire de C. A. Fortin, Beauceville,
 Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 19 avril 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 24 avril 1912. 1721

IN VIRTUE OF THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
 District of Montreal } *Superior Court.*
In re Publishers Press Limited,

In liquidation ;

and
 Alexandre Desmarteau and Alexander Burnett,
 Joint liquidators.

Notice is hereby given that, by order of this court, we were, on the 9th day of April, 1912, duly appointed joint liquidators to the estate of the above named company.

Claims should be filed at the office of Alex. Desmarteau, No. 60, Notre Dame street East, within 30 days from this date to ensure their collocation on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 No. 60, Notre Dame street East.
 ALEXANDER BURNETT,
 No. 205, Saint James street,
 Montreal,
 Joint liquidators.

Montreal, 19th April, 1912. 1670

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Bruno Matte, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and will be payable at my office, on and after the 14th day of May, 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
 Montreal, 24th April, 1912. 1740

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of A. E. Blouin, Insolvent ;
 and

Alexandre Desmarteau, Curator.
 Notice is hereby given that, by order of the court, I was, this day, appointed curator to the property of the aforesaid.

Claims must be filed at my office within thirty days from this date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
 Montreal, 23rd April, 1912. 1738

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 121.

Newton Quimby, Plaintiff ;

vs

Dame Rose Corbin (Mrs. H. L. Batchelder), Boynton, Que., Defendant and insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the fourteenth day of May, 1912, after which date dividends will be payable at my office, 125, Wellington street, Sherbrooke, Que.

JOHN J. GRIFFITH,
 Curator.

Sherbrooke, Que., 26th April, 1912. 1714

District of Beauce.

In the matter of C. A. Fortin, Beauceville,
 Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 19th April, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 24th April, 1912. 1722

[Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Nestor Fagnan, entrepreneur,
Montréal, Failli.

Avis est donné que, le 11^{ème} jour d'avril 1912, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé qui a fait cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

Edifice "Banque de Québec"
No 11, Place d'Armes.
Montréal, 24 avril 1912. 1707

District de Kamouraska.

Alphée Nickner, Saint-Antonin, comté de Témiscouata, marchand, a, le 24 avril 1912, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 24 avril 1912. 1723

[Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Antoine Lafrance, Failli ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les 30 jours de cette date.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 23 avril 1912. 1735

[Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Osias Laviolette, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 21^{ème} jour de mai 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 24 avril 1912. 1745

[Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de J. H. Lagacé, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera payable à mon bureau le et après le 16^{ème} jour de mai 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 24 avril 1912. 1743

[Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de "Standard Paper Bottle Co., Ltd.,
Failli.

Avis est par les présentes donné, qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 15^{ème} jour de mai 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 24 avril 1912. 1741

[Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Nestor Fagnan, contractor, Mon-
tréal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 11th day of April, 1912 by an order of the court, I was appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within one month from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11, Place d'Armes.
Montreal, 24th April, 1912. 1708

District of Kamouraska.

Alphée Nickner, Saint-Antonin, Témiscouata county, merchant, has, on the 24th April 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 24th April, 1912. 1724

[Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Antoine Lafrance, Insolvent ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given that, by order of the court, I was appointed curator to the property of the aforesaid.

Claims must be filed with me within thirty days.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 23rd April, 1912. 1736

[Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Osias Laviolette, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the 21st day of May, 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 24th April, 1912. 1746

[Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of J. H. Lagacé, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and will be payable at my office on and after the 16th day of May, 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 24th April, 1912. 1744

[Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Standard Paper Bottle Co., Ltd.,
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the 15th day of May, 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame Street East, Montreal.
Montreal, 24th April, 1912. 1742

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 74.

Re Léo Bertrand, 1091 Des Erables, Montréal.

Avis est par les présentes donné par un jugement de la cour supérieure, en date du 24 avril 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé.

Les réclamations assermentées doivent nous être produites dans les 30 jours du présent avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau : 55, Saint-François-Xavier,
Montréal.

Montréal, 24 avril 1912.

1727

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 74.

Re Léo Bertrand, 1091, Des Erables Ave., Montreal.

Notice is hereby given that a judgment of the superior court, dated the 24th of April, 1912, we have been appointed joint curators to the above named estate.

Sworn claims must be filed with us within 30 days of the present notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office : 55, Saint François Xavier street,
Montreal.

Montreal, 24th April, 1912.

1728

Vente de Faillite

AVIS DE FAILLITE.

Re Geo. N. Lazanis, commerçant, des cité et district de Montréal.

Vente par encan public, JEUDI, le 30 MAI 1912, à ONZE heures a. m., chez MM. Marcotte Frères, au No 69, rue Saint-Jacques, à Montréal, les immeubles suivants :

Un lot de terre situé en la ville de Maisonneuve et faisant partie du lot de terre connu sous le numéro un, de la subdivision officielle du lot primitif numéro quatorze (No 14) du cadastre hypothécaire du village incorporé d'Hochelaga, d'une largeur de quarante-cinq pieds par une profondeur de vingt-six pieds, mesure anglaise, et borné comme suit : en front, par la rue Notre-Dame, en arrière par le lot No 14-28, du dit cadastre, d'un côté par le lot No 13, du même cadastre, et de l'autre côté, par l'avenue Pie IX ;

Un lot de terre situé en la dite ville de Maisonneuve, faisant partie du lot connu sous le numéro vingt-huit, de la subdivision officielle du lot numéro quatorze (14-28), au dit plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant soixante-quatre pieds de front sur l'Avenue Pie IX, par quarante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, borné en front par la dite avenue Pie IX, au nord-ouest par la balance du dit lot numéro vingt-huit, au nord-est par le dit lot numéro treize des dits plan et livre de renvoi officiels, et au sud-est par la dite partie du dit lot No 14-1 ci-dessus décrits—avec les bâtisses érigées sur les deux parties de lots ci-dessus décrites, formant l'encoignure nord-est des rues Notre-Dame et Pie IX, à Maisonneuve.

La vente sera faite conformément au cahier des charges préparé par les curateurs et visible à leur bureau.

Pour autres informations, s'adresser aux curateurs soussignés.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau : 55, Saint-François-Xavier,
Montréal, 27 avril 1912.

1725

Insolvent Sale

INSOLVENT NOTICE.

Re Geo. N. Lazanis, trader, of the city and district of Montreal.

Sale by public auction, THURSDAY, the 30th of MAY, 1912, at ELEVEN o'clock a. m., at Marcotte Bros., 69, Saint James street, Montreal, the following immoveables :

A lot of land lying and situate in the town of Maisonneuve, at the corner of Notre Dame street and Pie IX Avenue, forming part of the lot of land known as number one, of the official subdivision of the lot number fourteen (p. 14-1), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing forty-five feet in width by twenty-six feet in depth, english measure, more or less ; bounded in front by Notre Dame street, in rear by lot number twenty eight, of the official subdivision of the said lot number fourteen, on one side by lot number thirteen, on the said official plan and book of reference and on the other side by Pie IX Avenue ;

A lot of land situate at the same place, forming part of the lot of land known as number twenty eight, of the official subdivision of the lot number fourteen (p. 14-28), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing sixty four feet in front on Pie IX Avenue, by forty five feet in depth, the whole english measure and more or less ; bounded as follows : in front by said Pie IX Avenue, to the north west by the remainder of the said lot number twenty-eight on the north east side by the said lot number thirteen, on the south east side by the hereinabove described portion of the said lot number one (14-1)—with buildings thereon erected making angle north east of Notre Dame and Pie IX streets, at Maisonneuve.

The sale shall be made according to the book of charges prepared by the curators, which can be seen at their office.

For further informations, apply to be undersigned curators.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office : 55, Saint François Xavier Street,
Montréal, 27th April 1912.

1726

Vente par encan

Le 9e jour de mai 1912, à Montréal, "The Canadian, American and National Express Companies" vendront les effets non réclamés en leur possession depuis avant le 1er avril 1911, dans leurs divisions respectives.

1285.5 P. A. PATERSON,
Surintendant.

En Liquidations

Canada, }
Province of Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }
No. 1715.

D'après la "Loi de liquidation".

Dans l'affaire de "La Cie Immobilière Champlain, Ltée," En liquidation.

Avis est par les présentes donné que, suivant ordonnance rendue le 3 avril 1912, par l'honorable juge L. J. Cannon, seront vendus par encan public à nos bureaux No. 93, rue Saint-Pierre, à Québec, à 10 heures A. M., MARDI, le 30 AVRIL 1912

1° Propriété No 82, rue Saint-Bernard, cadastre No 2888, Saint-Sauveur, 3 logements, 40 pds front, sur 90 pds profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle et constituée de quatorze piastres, (capital \$280.00), acquittée au 30 avril 1912.

Mise à prix \$4,200 ; hypothèque, \$2,500.

2° Terrain vacant, coin rue Saint-Ambroise et Rigaudville, étant le lot 3, de la subdivision 3 du lot original No 94 (3-94-3) de la paroisse N.-D. des Anges, de forme irrégulière ; borné au nord par le lot 3-94-4, au sud par la rue Saint-Ambroise, à l'est par la rue Rigaudville, et à l'ouest par le lot 3-94-2.

A la charge de partie de rente annuelle ($\frac{1}{3}$) de \$12.00, (capital \$400.00), acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix \$100.00.

3° Propriété Nos 22 et 24, rue Rigaudville, 5 logements, cadastre 3-96, N.-D. des Anges, 38 pds front, sur 60 pds profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle et constituée de \$9.00, (capital \$225.00), acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix \$2,500, 1ère hypothèque \$2,000.00.

4° Propriété Nos 177 et 179, rue Saint-Germain, 2 logements, cadastre 1319-2, Saint-Sauveur, 18 pds 8 pcs front sur 65½ pds profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle et constituée de six piastres, acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix \$1,800.00 ; hypothèque \$1,500.00.

5° Propriété No 129 6ème rue Limoilou, 2 logements, cadastre 98 508, Saint-Roch Nord, vingt-cinq pieds de front sur cent pieds de profondeur, superficie 2500 pds à peu près, mesure anglaise ; bornée au nord-ouest par lot 508-88 (ruelle), au nord-est par lot 508 97, au sud-est par lot 508-102, (6ème rue), et au sud-ouest par lot 508 99—avec bâtisses dessus construites.

Mise à prix \$2,500.00 ; hypothèque \$2,000.00.

6° Propriété No 116, rue Saint-Ambroise, 2 logements, cadastre 3 94-1, N.-D. des Anges, 21 5/6 pds front au sud 41 3/12 pds, à l'est, 34 8/12, à l'ouest et 20 pds au nord, superficie 778 pds—avec bâtisses dessus construites.

Auction Sale

On 9th May, 1912, at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st April, 1911, in their respective divisions.

1286 P. A. PATERSON,
Superintendent.

In Liquidations

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Québec. }
No. 1715.

Under the "Winding up Act".

In the matter of "La Cie Immobilière Champlain Ltée," In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment rendered 3rd April, 1912, by the Honourable L. J. Cannon, the following will be sold by public auction at our office, No. 93, Saint Peter street, Quebec, on TUESDAY, 30th APRIL, 1912, at 10 o'clock a. m.

1. Property No. 82, Saint Bernard street, cadastral No. 2288, Saint Sauveur, three dwellings forty feet frontage by ninety feet deep—with buildings thereon. Subject to an annual ground rental of \$14.00 (capital \$280.00), paid to 30th April, 1912.

Upset price \$4,200 00 ; mortgage \$2,500.00

2. Vacant lot, corner Saint Ambroise and Rigaudville, being lot No. 3, of subdivision No. 3 of original lot No. 94 (3-94-3), of the parish of N. D. des Anges, of irregular shape ; bounded to the north by lot No. 3-94-4, to the south by Saint Ambroise street, to the east by Rigaudville street, and to the west by lot No. 3-94-2. Subjected to part of an annual ground rental, ($\frac{1}{3}$) of \$12.00 (capital \$400.00) paid to 29th September, 1911.

Upset price \$100 00.

3. Property Nos. 22 and 24, Rigaudville street, five dwellings, cadastral No. 3-96, N. D. des Anges, Thirty eight feet frontage by sixty feet deep,—with buildings thereon. Subjected to an annual ground rental of \$9.00 (capital \$225.00) paid to 20th September, 1911.

Upset price \$2,500.00. First mortgage \$2,000.00.

4. Property Nos. 177 and 179, Saint Germain street, two dwellings, cadastral No. 1319-2, Saint Sauveur, eighteen feet eight inches frontage by sixty five and one half feet deep — with buildings thereon.

Subject to an annual ground rental of \$6.00 paid to 29th September, 1911.

Upset price \$1,800.00. Mortgage \$1,500.00.

5. Property No. 129, 6th street, Limoilou, two dwellings, cadastral No. 98-508, Saint Roch North, twenty five feet frontage by one hundred feet depth, approximative area two thousand five hundred square feet, english measure ; bounded on the north west by lot 508-88 (Lane), on the north east by lot 508-97, on the south east by lot 508-102 (5th street) and on the south west by lot 508-99—with buildings thereon.

Upset price \$2,500 00. Mortgage \$2,000.00.

6. Property No. 116, Saint Ambroise street, two dwellings, cadastral No. 3-94-4, N.-D. des Anges, twenty one and five sixths feet frontage on the south forty one and three twelfths feet on the east, thirty four and eight twelfths on the west and twenty feet on the north west an area of seven hundred and seventy eight feet — with buildings hereon.

A la charge de partie de rente annuelle (1/3) de \$12.00, (capital \$400.00) acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix \$1500.00. Hypothèque \$1200.00.

7° Propriété No 60, rue Saint-Léon, 2 logements cadastre 2102-162, Saint-Sauveur, 35 pds front sur 70 profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle et constituée de \$10.00 acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix \$1,350.00. Hypothèque \$1,000.00.

8° Propriété No 3-5, rue Rigaudville, 5 logements, cadastre 83-3, N.-D. des Anges, 35 pds front 60 pds profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle de neuf piastres (capital \$225.00), acquittée au 29 septembre 1911.

Mise à prix, \$4,000.00. Hypothèque \$3,000.00.

9° Propriété Nos 42-44, rue Marie-Louise, 2 logements, cadastre 2341c-205, Saint-Sauveur, 43 pds front, 70 pds profondeur—avec bâtisses dessus construites.

A la charge d'une rente annuelle et constituée de douze piastres, acquittée au 30 avril 1912.

Mise à prix, \$1,400.00. Hypothèque \$1,000.00.

10° Les droits de la compagnie en liquidation, représentant la balance d'un montant dû par M. Louis Guay, de Québec, tanneur, en vertu d'un acte de vente daté le 5 juin 1909, payable \$57.00 par mois, garanti par privilège du bailleur de fonds et affectant les propriétés portant les numéros 2176-77-78 et 2179 du cadastre officiel de Saint-Sauveur de Québec.

Hypothèque, \$5,000.00.

CONDITIONS DE VENTE

Vente sujette aux beaux existants et à ceux contractés pour l'année 1912-13. Propriétés libres d'arriérés de taxes ou de rentes seigneuriales jusqu'à la dernière échéance.

25% sera payé sur adjudication, la balance lors de la signature de l'acte d'achat, le délai ne devant pas excéder 30 jours.

L'acheteur aura l'avantage d'assumer les obligations existantes, si les créanciers hypothécaires y consentent ou s'ils ne font pas valoir des raisons valables, comme quoi, ils ont droit à la remise de leur capital sur le prix de vente.

L'acquéreur prendra possession de suite et la balance du prix d'achat portera intérêt à 6% du jour de la vente.

La dite vente sera faite en vertu et en conformité aux articles 7552 et suivants des statuts refondus de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de vente et des titres et le certificat du bureau d'enregistrement sont déposés à nos bureaux.

Les personnes suivantes ont possédé les immeubles pendant les trois dernières années.

No 1. Les Ursulines de Québec, Cléophas Brodrigue, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No 2. Ad. Trudel & Cie, La Cie Immobilière Champlain, Ltée, Hôpital Général.

No 3. J. Arthur Vézina, Roméo Côté, Ad. Trudel & Cie, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No 4. Dr Zéphirin Giasson, Ad. Trudel & Cie, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No 5. Octave Bédard, Québec Land Co, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No 6. C. J. Laberge, l'Hôpital Général, La Cie Immobilière Champlain, Ltée, Ad. Trudel & Cie.

No 7. La Cie Immobilière Champlain, Ltée. Edouard Cantin, Mme Camille Boulanger Cantin, l'Hôtel Dieu du Sacré-Cœur.

No 8. La Cie Immobilière Champlain, Ltée, Mme Marie B. Daigle, l'Hôpital Général.

No 9. Héritiers Tourangeau, George Vallières, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

Subject to part of an annual ground rental 1/3 of \$12.00 (capital \$400.00), paid to 29th September, 1911.

Upset price \$1,500.00. Mortgage \$1,200.00.

7. Property No. 60, Saint Léon street, two dwellings, cadastral No. 2102-162, Saint Sauveur, thirty five feet frontage by seventy feet deep—with buildings thereon.

Subjected to an annual ground rental of \$10.00, paid to 27th September, 1911.

Upset price \$1,350. Mortgage \$1,000.00.

8. Property Nos. 3-5 Rigaudville street, five dwellings, cadastral No. 83-3, N. D. des Anges, thirty five feet frontage by sixty feet deep—with buildings thereon.

Subjected to an annual ground rental of \$9.00 (capital \$225.00), paid to 29th September, 1911.

Upset price \$4,000.00. Mortgage \$3,000.00.

9. Property Nos. 42-44, Marie-Louise street, two dwellings, cadastral No. 2341c-205, Saint-Sauveur forty feet frontage, by seventy feet deep—with buildings thereon.

Subjected to an annual ground rental of \$12.00, paid to 30th April, 1912.

Upset price \$1,400.00. Mortgage \$1,000.00.

10. The rights of the company in liquidation representing the balance of an amount due by Mr. Louis Guay, of Quebec, tanner, in virtue of a deed dated 5th June, 1909, payable \$57.00 per month, guaranteed by privilege of the "bailleur de fonds", and affecting properties bearing numbers 2176-77-78 and 2179, of the official cadastre of Saint-Sauveur de Quebec.

Mortgage \$5,000.00.

CONDITIONS OF SALE.

Sales subjected to existing leases and to those contracted for the year 1912-13. Properties free from arrears of taxes and ground rentals to the last term.

Twenty five per cent will be required to be paid on adjudication, the balance of the time of the signing of the deed, this to be done no later than thirty days after the sale.

The buyers will have the privilege of assuming the existing mortgages if the mortgages agree to this or unless they can show cause why they should be paid their capital from the price of sale.

The buyers will have to take possession at once and the balance of the purchase price will carry interest at the rate of 6% from the date of the sale.

The said sale will be made in virtue of and pursuant to articles 7552 and the following of the revised statutes of Quebec, 1909, and will have the same force and effect as if made by the sheriff.

Copies of the deed of sale, titles and of the registrar certificate have been deposited at our office.

The following parties have since the three preceding years owned the above:

No. 1. Les Ursulines de Québec, Cléophas Brodrigue, La Cie Immobilière Champlain Ltée.

No. 2. Ad. Trudel & Cie, l'Hôpital Général, La Cie Immobilière Champlain Ltée.

No. 3. J. Arthur Vézina, Roméo Côté, Ad. Trudel & Cie., La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 4. Dr. Zéphirin Giasson, Ad. Trudel & Cie., La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 5. Octave Bédard, Québec Land, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 6. C. J. Laberge, l'Hôpital Général, Ad. Trudel & Cie, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 7. Edouard Cantin, Mme Camille Boulanger Cantin, l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 8. Mme Marie B. Daigle, l'Hôpital Général, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No. 9. heirs Tourangeau, George Vallières, La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

No 10. Ls. J. Guay, Les Ursulines de Québec,
La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

1477.4

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
No 1715.

D'après la loi des liquidations.
Re La Compagnie Immobilière Champlain Limitée,
En liquidation.

Avis est par les présentes donné que suivant ordonnance, rendue le 3 avril 1912, par l'honorable juge L. J. Cannon, seront vendus par encan public à nos bureaux, No 93, rue Saint-Pierre, à Québec, MARDI, le 30 AVRIL 1912, à 10 heures a. m., la propriété du théâtre "Orpheum" et le terrain vacant voisin en arrière du bureau de poste Saint-Roch, était partie du lot 555-1 et une lisière provenant du lot 555-2 du quartier Saint Roch, de la cité Québec.

Lot 555-1.

Mesurant 43 pieds de front sur la rue Saint-Joseph, allant en rétrécissant jusqu'à la profondeur de 70 pieds, et de là s'étendant jusqu'à la rue Dorchester, et ayant alors environ 100 pieds de front, et de là s'étendant en rétrécissant jusqu'à la rue Saint-François, sur le front de laquelle le dit terrain a 98 pieds de front et par 115 pieds de profondeur, dans la ligne qui le sépare de Marceau & Fils, et 70 pieds dans la ligne qui le sépare du terrain du bureau de poste, et 48 pieds sur la rue Dorchester.

Partie lot 555-2.

Une certaine lisière de forme irrégulière, partant sur la rue Saint-Joseph, dans la ligne qui sépare le terrain de Marceau & Fils de celui du théâtre "Orpheum", là où la dite lisière de terrain vient rien, et allant en s'élargissant du côté ouest jusqu'à 36 pieds de profondeur, là où la dite lisière de terrain à 3½ de large, et de là s'étendant en rétrécissant jusqu'à la rue Saint-François, là où la dite lisière de terrain vient à rien, et ayant une superficie totale de 192 pieds, 6 pouces, mesure anglaise, plus ou moins.

Cette lisière de terrain est partie nord-est du lot numéro 555-2 du cadastre de Saint-Roch de Québec.

Et en outre tous les droits et charges de la compagnie en liquidation, qui peuvent exister en vertu d'un acte d'échange entre MM. C. O. Bédard et Marceau & Fils, en date du 26 novembre 1910, L. C. Jacques, N. P., enregistré le 10 décembre 1910, sous le numéro 134392.

Les dits terrains sont sujets à une rente annuelle de \$23.00, payable jusqu'au 29 septembre 1929, puis d'une rente de \$185 par année, payable du 1er mai 1930 à perpétuité.

CONDITIONS DE VENTE.

La mise à prix sera de \$35,000.00. Un dépôt de \$10,000.00 sera fait sur adjudication et la balance du prix de vente sera payable lors de la signature de l'acte de vente, le délai ne devant pas excéder 30 jours.

L'acheteur ayant l'avantage d'assumer l'obligation en faveur de MM. Ls. Drouin et al., si ceux-ci y consentent ou s'ils ne font pas valoir de raisons valables comme quoi ils ont droit à la remise de leur capital sur le prix de vente.

La dite vente sera faite en vertu de, et en conformité aux articles 7552 et suivants des statuts révisés de Québec, 1909, et devant avoir l'effet du décret.

Copie des actes de vente, titres et certificat du bureau d'enregistrement sont déposés à nos bureaux, 93, rue Saint-Pierre, Québec.

No 10. Ls. J. Guay, Les Ursulines de Québec,
La Cie Immobilière Champlain, Ltée.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

1477

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.
No 1715.

Under the "Winding up Act",
Re La Cie Immobilière Champlain, Ltée,
In liquidation.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment rendered 3rd April, 1912, by the Honorable judge L. J. Cannon, will be sold by public auction at our offices, No. 93, Saint Peter street, Quebec, on TUESDAY, 30th APRIL, 1912, at 10 o'clock, a. m., the Orpheum Theatre property, and the vacant lot adjoining same behind the Saint Roch's post office, being a part of lot 555-1 and a strip of land being part of lot 555-2 of Saint Roch's ward in the city of Quebec, of the following description.

Lot 555-1.

Measuring forty three feet frontage on Saint Joseph street, this measure reducing gradually to the depth of seventy feet and from there extending to Dorchester street, where it has one hundred feet frontage and from there gradually reducing to Saint François street, where it has a frontage of ninety eight feet, and by one hundred and fifteen feet deep at the line separating this property from Marceau & Fils, and seventy feet deep at the line separating same from the post office property with forty eight feet deep on Dorchester street.

Part of lot 555-2.

A certain strip of land of irregular shape starting on Saint Joseph street, at the line separating Marceau & Fils and the Orpheum Theatre where this strip of land comes to nothing, and widening itself on the western side to a depth of thirty six feet where this strip has three and one half feet wide and from there reducing gradually to Saint François street, where it comes to nothing, having a total area of one hundred and ninety two feet six inches, english measure, more or less. This strip of land is the north eastern part of lot 555-2 of the cadastre of Saint Roch de Québec.

Also all rights and charges which the above company in liquidation, may have in virtue of an act of exchange between C. O. Bédard and Marceau & Fils, dated 26th November, 1910, before L. C. Jacques, notary public, and registered on 10th December, 1910, under No. 134392.

The above mentioned are subjected to an annual rental of \$23.00, payable until 29th September, 1929, and of an annual perpetual rental of \$185.00, payable from 1st May, 1930.

CONDITION OF SALE.

The upset price will be \$35,000.00 and a deposit of \$10,000.00 will be required to be paid on adjudication, the balance to be payable when the deed of sale will be signed, the signing of this deed to be not later than thirty days after the sale.

The purchaser will have the privilege of assuming the mortgage presently existing in favor of Messrs. Ls. Drouin et al., providing they give their assent to this and unless they can show cause why they should be paid the amount of their mortgage from the price of sale.

This sale will be made in virtue of and pursuant to articles 7552 and the following of the revised statutes of Quebec, 1909, and will have the same force and effect as if made by the sheriff.

Copies of the deeds of sales titles and of the registrar's certificate have been deposited at our offices, 93, Saint Peter street, Quebec.

Les personnes suivantes ont depuis les trois dernières années possédé les immeubles.

La. Drouin et al,
Aimé Bourgeois,
La Cie Immobilière Champlain, Ltée.
Alleyn Taschereau,
C. O. Bédard,
Marceau & Fils.

LARUE & TRUDEL,

1479.4

Liquidateurs.

The following parties have since the three preceding years owned the above properties.

La. Drouin et al,
Aimé Bourgeois,
La Cie Immobilière Champlain Ltée.,
Alleyn Taschereau,
C. O. Bédard,
Marceau & Fils,

LARUE & TRUDEL,

1480

Liquidators.

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 3047.

LICITATION.

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 10^e jour d'avril 1912, dans une cause où Thomas Pegnem, des cité et district de Montréal, marchand de poissons, est Demandeur; et Charles Pegnem, Patrick Francis Pegnem, tous deux marchands de poissons, John Edward Pegnem, commis, et Lawrence Power, restaurateur, en sa qualité de tuteur à Bridget Gertrude Pegnem, enfant mineur issu du mariage de feu Patrick Pegnem, en son vivant marchand de poissons, avec Dame Julia Fennell, et Patrick C. Shannon, en sa qualité de curateur à la succession vacante du dit feu Patrick Pegnem, Dame Clara Golden, en sa qualité de tutrice à James Patrick Pegnem, John Charles Pegnem, Mary Agnes Cara Pegnem, et Joseph Lawrence Aloysius Sarto Pegnem, enfants mineurs issus de son mariage avec le dit feu Patrick Pegnem, tous des dits cité et district de Montréal, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit :

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, comme lot de subdivision officielle numéro quarante et un, du lot officiel original numéro neuf cent dix-huit (918-41), contenant vingt pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds six pouces de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins; borné en front vers le sud-ouest par la rue Cadieux, en arrière par la subdivision officielle No 15, du côté sud-est par la subdivision officielle No 40, et du côté nord-ouest par la subdivision officielle No 42, du dit lot officiel original No 918—avec un cottage en briques et dépendances sus-érigés, avec le droit en commun avec les personnes jouissant du même privilège, dans une ruelle, dix pieds de largeur, en arrière de la propriété présentement décrite, pour communiquer à la rue Napoléon, mais sans l'obstruant ou l'encombrant en aucune manière. La dite ruelle s'étendant de la ligne sud-est de la subdivision officielle No 40, du dit lot officiel original, à la dite rue Napoléon à une distance de quatre-vingt-dix pieds six pouces de la rue Cadieux, et ouverte en prenant la moitié de sa largeur de dix pieds, dans la partie en arrière du lot de terre présentement vendu, et de l'autre moitié sur le lot de subdivision en arrière appartenant à MM. les Ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice de Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUINZIÈME jour de MAI prochain, 1912, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3047.

LICITATION.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 10th April, 1912, in a cause in which Thomas Pegnem, of the city and district of Montreal, fish merchant, is Plaintiff; and Charles Pegnem, Patrick Francis Pegnem, both fish merchants, John Edward Pegnem, clerk, and Lawrence Power, restaurant keeper, in his quality of tutor to Bridget Gertrude Pegnem, minor child, isue of the marriage of deceased Patrick Pegnem, in this lifetime fish merchant, with Dame Julia Fennell, and Patrick C. Shannon, in his quality of curator to the vacant estate of the said deceased Patrick Pegnem, Dame Clara Golden her quality of tutrix, to James Patrick Pegnem, John Charles Pegnem, Mary Agnes Clara Pegnem, and Joseph Lawrence Aloysius Sarto Pegnem, minor children issue of her marriage with the said deceased Patrick Pegnem, and all of the said city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of a certain immoveable designated as follows :

A lot of land situate in the city of Montreal, known and distinguished upon the official plan in the book of reference of the Saint Louis ward, of the said city of Montreal, as official subdivision lot number forty one, of the original official lot number nine hundred and eighteen (918-41), containing twenty feet in width by ninety feet and six inches in depth, the whole english measure, and more or less; bounded in front towards the south west by Cadieux street, in rear by official subdivision No. 15, on the south east side by the official subdivision No. 40, and on the north west side by the official subdivision No. 42, of the said original official lot No. 918—with a brick cottage and frame outbuildings depending thereof, thereon erected, with the right in common with those enjoying the same privilege, in a lane, ten feet wide, in rear of the property presently described, to communicate to Napoleon street, but without obstructing or encumbering it in any wise. The said lane extends from the south east line of official subdivision No. 40, of the said original official lot, in the said Napoleon street, at a distance of ninety feet and six inches from Cadieux street, and opened up by taking one half of its width at ten feet, on the rear part of the lot of land presently sold, and the remaining half on the subdivisional lot in rear owned by the gentlemen ecclesiastics of the seminary of Saint Sulpice of Montreal.

The immoveable hereinabove described will be put up at auction and adjudged to the highest and last bidder, on the FIFTEENTH day of MAY 1912, sitting the court, in the court room of the court house of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any

afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

F. J. CURRAN,

Procureur du demandeur.

Montréal, 10 avril 1912. 1547.2
[Première publication, 13 avril 1912.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **GUSTAVE HAMEL ET AL.**
No 79. } Demandeurs; vs **JEAN LACASSE**, Défendeur.

Le lot numéro quatre-vingt-onze (91), du deuxième rang du canton de Ware, de la paroisse de Sainte-Rose—circons tances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose de Watford, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 22 avril 1912. 1685
[Première publication, 27 avril 1911.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **GEORGES VEILLEUX.**
No 507. } Demandeur; vs **ALCIDE B'AULIEU**, Défendeur.

1° Les deux tiers indivis dans les lots de terre numéros quinze A et quinze B (15 A et 15 B), du cadastre officiel, pour le huitième rang du canton de Risborough—circonstances et dépendances.

2° La moitié indivise du droit à la coupe de tout le bois de commerce pour une période de 50 années, à compter du 2 octobre 1906, sur les lots seize A et seize B (16 A et 16 B), du neuvième rang du canton de Risborough, comté du Lac Mégantic.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le SEPTIÈME jour de MAI prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 2 avril 1912. 1431.2
[Première publication, 6 avril 1912.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, à savoir : } **DOMINION FISH & FRUIT Co.**; contre J. E. GOBEIL & Cie.

opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and all oppositions for payment shall be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

F. J. CURRAN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th April, 1912. 1548
[First published, 13th April, 1912.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **GUSTAVE HAMEL ET AL.**
No 79. } Plaintiffs; vs **JEAN LACASSE**, Defendant.

Lot number ninety one (91), of the second range of the township of Ware, of the parish of Sainte-Rose—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Rose de Watford, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 22nd April, 1912. 1686
[First published, 27th April, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **GEORGE VEILLEUX,**
No. 507 } Plaintiff; vs **ALCIDE Beaulieu**, Defendant.

1. The undivided two thirds in the lots of land numbers fifteen A and fifteen B (15 A and 15 B), of the official cadastre for the eighth range of the township of Risborough—circumstances and dependencies.

2. The undivided half of the right of the cut of the whole of the timber for a period of 50 years from the 2nd October, 1906, on lots sixteen A and sixteen B (16 A and 16 B), of the ninth range of the township of Risborough, county of Lake Mégantic.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger, on the SEVENTH day of MAY, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 2nd April, 1912. 1432
[First published, 6th April, 1912.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below,

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit : } **DOMINION FISH & FRUIT Co.**; against J. E. GOBEIL & Cie.

1. Tout ce lopin de terre de 340 pieds de front sur 150 de profondeur; borné au nord à Augustin Dufour, au sud à Emery Jobin, à l'est au chemin public, à l'ouest à Augustin Dufour, formant partie du No 21, du quatrième rang du canton Parent—circonstances et dépendances.

2. Tout ce lopin de terre de 100 pieds de front sur 150 de profondeur; borné au nord par Uldéric Laberge, au sud par Emery Jobin, à l'est par la rivière Saint-Méthode, à l'ouest par le chemin public, faisant partie du lot No. 21, du quatrième rang du canton Parent.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Méthode, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 22 avril 1912.

[Première publication, 27 avril 1912.]

Shérif.

1705

1. All that certain parcel of land of 340 feet in front by 150 in depth; bounded on the north by Augustin Dufour, on the south by Emery Jobin, on the east by the public road, on the west by Augustin Dufour, forming part of No. 21 of the fourth range of the township Parent—circumstances and dependencies.

2. All that certain parcel of land of 100 feet in front by 150 in depth; bounded on the north by Uldéric Laberge, on the south by Emery Jobin, on the east by the Saint Méthode river, on the west by the public road, forming part of lot No. 21 of the fourth range of the township Parent.

To be sold at the church door of the parish of Saint Methode, on the TWENTY-NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office,
Chicoutimi, 22nd April, 1912.

[First published, 27th April, 1912.]

Sheriff.

1706

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGE** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME CECILE LAFON**
No 4205. } **TAINE**, épouse contractuellement séparée de biens de Damien Roy, agent d'affaires, et le dit Damien Roy pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux des cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de **JOSEPH GUINDON**, marchand de sable, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un terrain ou emplacement portant le numéro cent vingt-deux, de la subdivision du lot originaire numéro deux cent dix (210-122) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, ayant front sur la rue Shaw, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal—avec une maison en bois lambrissée en brique, façade en pierre artificielle, et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif,
Montréal, 23 avril 1912.

[Première publication, 27 avril 1912.]

Shérif.

1733

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit: } **DAME CECILE LAFON**
No. 4205. } **TAINE**, wife separated as to property by marriage contract of Damien Roy, business agent, and the said Damien Roy to authorize his said wife for the purposes hereof, both of the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOSEPH GUINDON**, sand merchant, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot or emplacement bearing the number one hundred and twenty two, of the subdivision of primitive lot number two hundred and ten (210-122), of the official plan and book of reference of the village of Côte Visitation, fronting on Shaw street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal—with a wooden house cased in brick and front in artificial stone, and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,
Montreal, 23rd April, 1912.

[First published, 27th April, 1912.]

Sheriff.

1734

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE SUPREME COURT**
No 508. } **OF THE INDEPENDENT ORDER OF FORESTERS**, corps politique et dûment incorporée suivant la loi, ayant son principal bureau d'affaires, dans la cité de Toronto, province d'Ontario, Demanderesse; contre les terres et tenements de **PIERRE BILAUDEAU**, des cité et district de Montréal, agent tenancier, Défendeur.

Une certaine propriété située sur le côté sud-est de la rue Saint-Jacques, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, étant le lot de terre portant le No 1663, mille six cent soixante et trois, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, moins la partie du dit lot prise de la partie d'icelui pour l'élargissement de la rue Saint-Jacques; la dite propriété ayant une largeur de cinquante et un pieds trois pouces sur une

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE SUPREME COURT**
No. 508. } **OF THE INDEPENDENT ORDER OF FORESTERS**, body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its chief and principal place of business in the city of Toronto, province of Ontario, Plaintiff; against the lands and tenements of **PIERRE BILAUDEAU**, of the city and district of Montreal, financial agent, Defendant.

A certain property situate on the south east side of Saint James street, in the Saint Henry's ward, of the city of Montreal, being the lot of land bearing the (No. 1663), one thousand six hundred and sixty three of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, less the portion of said lot which has been taken from the portion thereof for the widening of Saint-James street, the said property having a width of fifty one feet

profondeur de cent quatre-vingt pieds, et borné au nord-ouest par la dite rue Saint-Jacques, telle qu'élargie, en arrière par le lot numéro mille six cent soixante et quatorze, des dits plan et livre de renvoi officiels, du côté sud-ouest par le lot numéro seize cent soixante et deux, et du côté sud-est par le lot numéro seize cent soixante et quatre, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec le droit de passage mentionné dans les titres de la dite propriété, circonstances et dépendances, y compris une maison en briques à deux étages sur le front du dit lot, contenant quatre logements, portant les numéros civiques 2348, 2348a, 2348b, 2348c, de la dite rue Saint-Jacques, et une autre maison à deux étages lambrissée en briques, contenant dix logements, en arrière, portant les numéros civiques 2346a, b, c, d, e, f, g, h, i, et j, de la dite rue Saint-Jacques.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 23 avril 1912. 1729
[Première publication, 27 avril 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **GEORGE A. SIMARD,**
No 3842. } chimiste, de la cité et du
district de Montréal, Demandeur; contre les
terres et tenements de **PIERRE BILODEAU,**
du même lieu, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Durocher, dans la cité de Montréal, composée :

a. De la partie nord-ouest du lot numéro mille huit cent cinquante-deux (1852), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de front par environ cent vingt-deux pieds et quatre pouces de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et borné en front par la rue Durocher, en arrière par le lot No 1845a, des plan et livre de renvoi susdits, d'un côté par le lot No. 1853, des plan et livre de renvoi susdits, et de l'autre côté par le résidu du dit lot No 1852, et de

b. Un lot de terre connu sous le numéro mille huit cent cinquante-trois (1853), des plan et livre de renvoi susdits, contenant quarante-trois pieds et trois pouces de front par environ cent vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les bâtisses érigées sur le dit emplacement et consistant en une maison à appartements et ses dépendances et avec toutes les servitudes actives et passives attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 24 avril 1912. 1747
[Première publication, 27 avril 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **CHARLES LOUIS FOR-**
No 2940. } **TIER,** bourgeois, des cité
et district de Montréal, Demandeur; vs **ANTOINE**
VIENS, du même lieu, Défendeur.

1° Un terrain situé dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Rivard, composé de trois lots de terre portant les numéros quatre cent cinquante et un, quatre cent cinquante-deux et quatre cent cinquante-trois de la subdivision officielle du lot numéro primitif quinze, aux plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, contenant

three inches by a depth of one hundred and eighty feet, and bounded to the north west by the said Saint James street as widened, in rear by lot number one thousand six hundred and seventy four, of the said official plan and book of reference, on the south west side by lot number sixteen hundred and sixty two, and on the south east side by lot number sixteen hundred and sixty four, of the said official plan and book of reference—with the right of way mentioned in the titles of said property, and all circumstances and appurtenances, including a two story brick house on the front of the said lot containing four dwellings, bearing the civic Nos. 2348, 2348a, 2348b, 2348c, of said Saint-James street and another two story brick encased house containing ten dwellings, in rear bearing the civic Nos. 2346a, b, c, d, e, f, g, h, i, and j, of the said Saint-James street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 23rd April, 1912. 1730
[First published, 27th April, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **GEORGE A. SIMARD,**
No. 3842. } chemist, of the city and
District of Montreal, Plaintiff; against the
lands and tenements of **PIERRE BILODEAU,**
of the same place, Defendant.

An emplacement fronting on Durocher street, in the city of Montreal, composed :

a. Of the north west part of lot number eighteen hundred and fifty two (1852), of the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, measuring twenty five feet in front by about one hundred and twenty two feet and four inches in depth, english measure, more or less, and bounded in front by Durocher street, in the rear by lot No. 1845a of the aforesaid official plan and book of reference, on one side by lot No. 1853, of the aforesaid plan and book of reference, and on the other side by the remainder of the said lot No. 1852;

b. Of the lot of land known under the number eighteen hundred and fifty three (1853), of the aforesaid plan and book of reference, containing forty three feet and three inches in front by about one hundred and twenty two feet in depth, english measure, more or less—with all the buildings erected on the said emplacement consisting of an apartment house and its dependencies and all the active and passive servitudes attached to the said immoveable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Shérif.
Montreal, 24th April, 1912. 1748
[First published, 27th April, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **CHARLES LOUIS FOR-**
No. 2940. } **TIER,** bourgeois, of the
city and district of Montreal, Plaintiff; vs **ANTOINE**
VIENS, of the same place, Defendant.

1 A lot situate in Saint Jean Baptiste ward of the city of Montreal; bounded in front by Rivard street, composed of three lots of land bearing the numbers four hundred and fifty one, four hundred and fifty two and four hundred and fifty three, of the official subdivision of lot primitive number fifteen, on the official plan and book of reference of Saint Jean Baptiste village, containing each of the

chacun des dits lots vingt pieds de largeur par soixante et dix pieds de profondeur, mesure anglaise et sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses dessus construites et avec droit dans la ruelle en commun avec tous autres y ayant droit.

2° Deux autres lots de terre situés dans le quartier Longue Pointe, de la cité de Montréal; borné en front par l'avenue Fletcher, connus et désignés sous les numéros quatre cent vingt et quatre cent vingt et un, de la subdivision officielle du lot numéro primitif quatre cent sept, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe avec droit de passage en commun avec d'autres, aux charges ordinaires d'entretien—avec toutes circonstances et dépendances, servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles, le lot numéro quatre cent vingt; borné d'un côté par la rue Oliva.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 3 avril 1912. 1473-2
[Première publication, 6 avril 1912]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } LA BANQUE NATIONALE, No 852. } L corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Québec; contre FRANCIS GUNN.

Le lot No 2277 (deux mille deux cent soixante et dix-sept), du cadastre officiel pour le quartier Champlain, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé Nos 24 et 26 (vingt quatre et vingt-six), de la rue Champlain—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour du mois de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 25 avril 1912. 1749
[Première publication, 27 avril 1912.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Québec.

Québec, à savoir: } JOSEPH EDOUARD BE- No 196. } J DARD, de Beauport, avocat et Conseil du Roi, Demandeur; vs HONORE TOMASSIN, de Sainte-Brigitte de Laval, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Brigitte de Laval, comté de Montmorency, formée par les lots numéros trois cent soixante-dix-sept et trois cent soixante-dix-neuf (377 et 379), du cadastre officiel de la dite paroisse—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ayant le dit lot (No 377) trois cent soixante-dix-sept une superficie d'environ soixante-dix arpents, et le dit lot (No 379) trois cent soixante-dix-neuf ayant cinq arpents de large sur vingt arpents de profondeur, à distraire du dit lot 379, la partie d'icelui en la possession de Antoine Tomassin, d'une superficie d'environ cinquante arpents, étant la partie nord du dit lot No 379.

Pour être vendu en bloc, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigitte de Laval, susdit

said lots twenty feet in width by twenty feet in depth, english measure and without warranty of exact measurement—with the buildings thereon erected and with right in the lane in common with any others having right therein.

2 Two other lots of land situate in Longue-Pointe ward, of the city of Montreal; bounded in front by Fletcher avenue, known and designated under the numbers four hundred and twenty and four hundred and twenty one, of the official subdivision of lot primitive number four hundred and seven, on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, with right of way in common with others, on the ordinary charges of maintenance—with all circumstances and dependencies, active and passive servitudes apparent or occult attached to the said immovables lot number four hundred and twenty, being bounded on one side by Oliva street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 3rd April, 1912. 1474
[First published, 6th April, 1912]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } LA BANQUE NATIONALE, No. 852. } A body politic and corporate, with its chief place of business in the city of Quebec; against FRANCIS GUNN.

Lot No. 2277 (two thousand two hundred and seventy seven), of the official cadastre of Champlain ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate Nos. 24 and 26 (twenty four and twenty six), Champlain street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of the month of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN.

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 25th April, 1912. 1750
[First published, 27th April, 1912].

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Québec.

Québec, to wit: } JOSEPH EDOUARD BE- No. 196. } J DARD, of Beauport, advocate and King's Counsel, Plaintiff; vs HONORE TOMASSIN, of Sainte-Brigitte de Laval, Defendant.

A land situate in the parish of Sainte-Brigitte de Laval, county of Montmorency, formed by lots numbers three hundred and seventy seven and three hundred and seventy nine (377 and 379), of the official cadastre of the said parish—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the said lot No. 377 (three hundred and seventy seven) having a superficies of about seventy arpents, and the said lot No. 379 (three hundred and seventy nine) being five arpents in width by twenty arpents in depth, to be withdrawn from the said lot 379, the part of same in the possession of Antoine Tomassin, of a superficies of about fifty arpents, being the north part of the said lot No. 379.

To be sold in block, at the church door of the parish of Sainte-Brigitte de Laval, aforesaid county,

comté, le QUINZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Bureau du Shérif, Québec, 11 avril 1912. 1549.2
[Première publication, 13 avril 1912.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski. } D. E. BANVILLE ET
No 4266. } AL, Demandeurs; vs
JOSEPH OTIS, savoir :

Le lot numéro soixante-quatorze, rang sud-ouest du chemin Matapédia, canton Cabot—avec les bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Moïse, le HUITIEME jour de MAI prochain 1912, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif. Shérif.
Rimouski, 3 avril 1912. 1459.2
[Première publication, 6 avril 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir : } LA COMPAGNIE P.
No 3516. } L. T. LEGARE, (LIMITÉE),
corporation légale ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse; contre ANTIME HEBERT, Défendeur.

1° Une terre étant la demie sud-est du lot No 16 du troisième rang du canton de Blandford, connus et désignée au cadastre du comté de Nicolet, comme étant la demie sud-est du numéro quatre-vingt-cinq (½ S.-E. 85), contenant environ cent vingt arpents en superficie—circonstances et dépendances.

2° La partie du lot numéro 16, du quatrième rang du dit canton de Blandford, situé au nord-est du chemin de fer Intercolonial, contenant environ cent cinq arpents en superficie, connue et désignée au cadastre précité comme étant la partie située au nord-est du chemin de fer Intercolonial, du numéro quatre-vingt-dix (partie 90)—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Blandford, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 24 avril 1912. 1751
[Première publication, 27 avril 1912.]

on the FIFTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Québec, 11th April, 1912. 1550
[First published, 13th April, 1912.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski. } D. E. BANVILLE ET
No. 4266. } AL, Plaintiffs; vs
JOSEPH OTIS, to wit :

Lot number seventy four, south west range of Matapédia road, township Cabot—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Moïse, on the EIGHTH day of MAY next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office. Shérif.
Rimouski, 3rd April, 1912. 1460
[First published, 6th April, 1912.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Quebec.

Three Rivers, to wit : } LA COMPAGNIE P. T.
No. 3516. } L. LEGARE, (LIMITÉE),
a lawful corporation with its chief place of business in the city of Quebec, Plaintiff; against ANTIME HEBERT, Defendant.

1. A farm being the south east half of lot No. 16, of the third range of the township of Blandford, known and designated on the cadastre of the county of Nicolet, as being the south east half of number eighty five (S. E. ½ of 85), containing about one hundred and twenty arpents in superficies—circumstances and dependencies.

2. The part of lot number 16, of the fourth range of the said township of Blandford, situate on the north east of the Intercolonial Railway, containing about one hundred and five arpents in superficies, known and designated on the aforementioned cadastre as being the part situate on the north east of the Intercolonial Railway, of number ninety (part 90)—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de Blandford, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 24th April, 1912. 1752
[First published, 27th April, 1912.]

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. James A. McGowan, gérant de compagnies, Octave Bédard, agent d'immeubles, Odilon Godbout, maître barbier, Yvon Riendeau, commis, Etienne Cloutier, négociant, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches ;

Exercer l'industrie de courtiers d'immeubles en toutes ses branches ;

Acquérir des immeubles par voie d'achat, échange, bail, louage ou de toute autre manière, et les posséder, cultiver, faire arpenter, subdiviser en lots à bâtir, avec des rues, ruelles et parcs, développer, améliorer, louer, échanger, vendre, hypothéquer et en disposer d'une manière générale ;

Construire, ériger des constructions et les maintenir ou faire construire, ériger et maintenir sur les dits terrains et immeubles, construire, ériger, bâtir et maintenir ou faire construire, ériger, bâtir et maintenir sur les dits terrains, des égouts, rues et ruelles, chemins, ponts et tous autres moyens de communication, des maisons, moulins, usines, manufactures et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui pourront être nécessaires ou avantageuses et les louer, échanger, vendre et disposer ;

Faire des avances d'argent par voie de prêt aux acquéreurs, possesseurs, locataires ou occupants d'aucune des propriétés de la dite compagnie aux fins d'aider et encourager l'érection de bâtisses ou de toutes autres améliorations sur les propriétés de la dite compagnie ou autre ;

Prendre et tenir en garantie du remboursement de tout prêt fait par la dite compagnie, ou toute créance de la dite compagnie, et pour le paiement du prix en considération d'aucun contrat fait par ou avec la dite compagnie des hypothèques ou autres garanties quelconques ;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter, les parts, actions, débiteures et toutes autres garanties d'aucune compagnie ou corporation faisant les mêmes opérations que la présente compagnie requérante ou faisant tout commerce de nature à apporter des bénéfices et avantages à cette compagnie ;

Emettre et accorder toute part ou action acquittée dans le capital-action de cette compagnie en paiement du prix d'aucune franchise, entreprise, propriété mobilière ou immobilière, débiteure, garantie, créance, droits privilégiés et hypothèques, lettres patentes, licence que cette compagnie pourra acquérir et dans lesquels elle pourra s'intéresser ou en paiement d'aucune dette ou obligation qu'elle pourra devoir ;

Se fusionner avec toute autre compagnie faisant des opérations du même genre ;

Faire et exécuter et accomplir tous actes, contrats et choses quelconques qui peuvent découler des présents pouvoirs et sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue sous le nom de "Canadian Realty Company" avec un capital de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), divisé en quinze cents (1,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1711

Sous-secrétaire de la province.

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1912, incorporating Messrs. James A. McGowan, company manager, Octave Bédard, real estate agent, Odilon Godbout, master barber, Yvon Riendeau, clerk, Etienne Cloutier, trader of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on a real estate business in all its branches ;

To carry on the business of real estate brokers in all its branches ;

To acquire immovables by way of purchase, exchange, lease, rental or in any other manner, and hold, cultivate and have same surveyed and subdivided into building lots, with streets, lanes and parks, and develop, improve, lease, exchange, sell, hypothecate and otherwise dispose of same in a general manner ;

To construct, erect buildings and maintain or have same constructed, built and maintained on the said lands and immovables, to construct, erect, build and maintain or have constructed, erected, built and maintained on the said lands, drains, streets, lanes, roads, bridges and any other means of communication, houses, mills, shops, factories and any other works improvements or buildings that may be necessary or advantageous, and lease, exchange, sell and dispose of same.

To make advances of money by way of loans to purchasers, holders, lessees or occupants of any of the property of the said company, for the purposes of aiding and encouraging the erection of buildings or any other improvements on the property of the said company, or other ;

To take and hold as security for the repayment of any loan made by the said company or any claims of the said company, and for the payment of the price in consideration of any contract made by or with the said company, hypothecs or other securities whatsoever ;

To purchase, acquire, hold, sell, assign and transfer the shares, stock, debentures and any other securities of any company or corporation carrying on the same operations as this company or carrying on any business of a nature to aid the present company in any way ;

To issue and grant any paid up shares in the capital stock of the company in payment of the price of any franchise, undertaking, moveable or immovable property, debenture, security, claim, rights, privileges and hypothecs, letters patent, licenses, that this company may acquire and in which it may be interested, or in payment of any debt or obligation it may contract ;

To amalgamate with any other company carrying on operations of a similar nature ;

To do, execute and accomplish any acts, contracts and things whatsoever which may result from the present powers and are proper for the purposes and the objects that the company has in view, under the name of "Canadian Realty Company", with a capital of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), divided into fifteen hundred (1,500) shares, of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1712

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Robert F. Cream, marchand, Raymond B. Lindsay, comptable, Frank Glass, agent d'assurance, Henry Willis, droguiste et William C. Bickell, comptable, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir et prendre comme une affaire en opération l'entreprise et les affaires maintenant conduites par Robert F. Cream, de la cité de Québec, sous le nom de R. F. Cream & Company, y compris tout l'actif et obligations d'iceux, aux termes et conditions qui peuvent être convenus ;

Faire les affaires de marchands en général, faire le commerce de toutes sortes de marchandises ;

Faire les affaires de courtiers, marchands à commission et agents en général ;

Acquiescer, vendre et faire le commerce de stocks, obligations et en général toutes les formes de garanties publiques, municipales et commerciales ;

Faire les affaires d'agents et de courtiers d'assurance ;

Faire les affaires d'immeubles, acquérir, louer, posséder, mettre en opération, construire, améliorer, développer, vendre, échanger des immeubles et droits et intérêt en iceux, ou en disposer autrement ;

Hypothéquer, engager, grever tous les immeubles appartenant à la compagnie ;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et octroyer des hypothèques pour garantir tels prêts ;

Demander, acheter, louer ou acquiescer autrement, et posséder, employer, mettre en opération, vendre, céder toutes marques de commerce, noms de commerce, projets, patentes, inventions, améliorations et procédés employés ou y ayant rapport, ou garantis par lettres patentes, marque de commerce, projets ou licences de la Puissance du Canada ou pays étrangers, sous le nom de "R. F. Cream & Company Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Le principal bureau de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1912.

Les avis dans la "Gazette Officielle", du six et treize avril 1912, sont nuls.

C. J. SIMARD,

1373

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-septième jour d'avril 1912, constituant en corporation MM. J. M. A. Valois, médecin, Dame Ada Champoux, capitaliste, J. Z. Malo, médecin, F. Paul, manufacturier, et J. A. Champoux, agent, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général d'immeubles, louer, acheter et transiger sur les immeubles transiger et négocier avec toute autre personne faisant le même genre d'affaires, et généralement faire toutes les opérations nécessaires au commerce d'immeubles ;

Vendre, louer, transporter, échanger ou autrement faire le commerce des dits immeubles ou toute partie d'iceux et en disposer, et développer améliorer, et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement ;

Vendre aucune partie des immeubles ou autre propriété appartenant à la compagnie pour telles considérations et aux termes et

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1912, incorporating Messrs. Robert F. Cream, merchant, Raymond B. Lindsay, accountant, Frank Glass, insurance agent, Henry Willis, druggist, and William C. Bickell, accountant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern the undertaking and business now carried on by Robert F. Cream, at the city of Quebec, under the name of R. F. Cream & Company, including all assets and liabilities thereof, upon such terms and conditions as may be agreed upon ;

To carry on the business of general merchants, trading in all kinds of merchandise ;

To carry on the business of brokers, commission merchants and general agents ;

To buy, sell and deal in stocks, bonds and generally in all forms of public, municipal and commercial securities ;

To carry on the business of insurance agents and insurance brokers ;

To carry on a real estate business, acquire, lease, hold, operate, construct, improve, develop, sell, exchange or otherwise dispose of immoveable property and rights and interest therein ;

To mortgage, pledge, and otherwise charge all real property belonging to the company ;

To borrow money on the credit of the company, and to grant mortgages and hypothecs to secure such loans ;

To apply for, purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, use, operate, and to sell, assign, or otherwise dispose of any trade marks, trade names, designs, patents, inventions, improvements and processes used or connected with, or secured by letters patent, trade marks, designs or licenses of the Dominion of Canada, or of foreign countries, under the name of "R. F. Cream & Company Limited" with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1912.

The notices in the "Official Gazette" of the sixth and thirteenth of April, 1912, are void.

C. J. SIMARD,

1374

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1912, incorporating Messrs. J. M. A. Valois, physician, Dame Ada Champoux, capitalist, J. Z. Malo, physician, F. Paul, manufacturer, and J. A. Champoux, agent, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on a general real estate business, lease, purchase and deal in the said immoveables, trade and negotiate with any other person carrying on the same kind of business, and generally carry on any operations necessary in the real estate business ;

To sell, lease, transfer, exchange or otherwise deal in the said immoveables or any part thereof, and develop, improve, dispose of and lay out any such property into building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To sell any part of the immoveables or other property belonging to the company for such considerations and on the terms and condi-

conditions que la compagnie jugera à propos ou en disposer autrement, et accepter de l'argent, actions, obligations, débetures, stock ou garanties de toute autre compagnie, en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

Tirer, faire accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, cautions et autres instruments négociables et transférables, et prêter de l'argent aux clients et autres ayant des affaires avec la compagnie ;

Émettre et assigner comme stock acquitté de la compagnie, en paiement ou partie de paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licences, contrat, immeuble, stock, stock minier, obligations et débetures ou autre propriété ou droits qu'elle peut légalement acquérir, sous le nom de "Canada Land Realty Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de l'Épiphanie, comté de l'Assomption.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1701 Sous-secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 23 avril 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Péribonka, comté de Lac Saint-Jean, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Taillon, les Nos 86 à 98, inclusivement, et de les annexer à celle de Pointe-à-la-Savane, dans le même comté. 1715

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq avril 1912, à la Compagnie Etienne Dussault, par lesquelles elle a été autorisée à changer son nom en celui de "La Compagnie Générale d'Entreprises Publiques".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1912.

C. J. SIMARD,

1753 Secrétaire de la province.

No 1800-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection de municipalités scolaires.

Québec, 25 avril 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 18 mai 1911, de détacher de la municipalité scolaire de Lowe, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton de Lowe, dans le comté d'Ottawa, les Nos 44 à 56, inclusivement, du 2^e rang : les Nos 41 à 56, inclusivement, du 3^e rang : les Nos 32 à 51, inclusivement, du 4^e rang ; les Nos 20 à 51, inclusivement, du 5^e rang ; les Nos 24 à 51, inclusivement, du 6^e rang ; les Nos 19 à 51, inclusivement, du 7^e rang ; les Nos 19 à 45, inclusivement, du 8^e rang ; les Nos 26 à 36, inclusivement, ainsi que la moitié sud des Nos 37 et 38 du 9^e rang ; les Nos 28 et 29 du 10^e rang, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Fieldville & Stagsburn."

1755

tions that the company may deem advisable or otherwise dispose of same, and accept the cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of another company in payment or part payment of same ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, bonds and other negotiable and transferable instruments, and loan money to clients and others doing business with the company ;

To issue and assign as paid up stock of the company in payment or part payment of any business, franchise, undertaking, rights, powers, privileges, lease, license, contract, immovable, stock, mining stock, bonds and debentures or other property or rights it may lawfully acquire, under the name of "Canada Land Realty Limited", divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at L'Épiphanie, county of L'Assomption.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1702 Deputy Provincial Secretary.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 23rd April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Péribonka, county of Lake Saint John, the lots bearing on the official cadastre of the township Taillon, the Nos. 86 to 98 inclusively, and to annex same to that of Pointe-à-la-Savane, in the same county. 1716

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth of April, 1912, to the "Compagnie Etienne Dussault", by which it has been authorized to change its name to "La Compagnie Générale d'Entreprises Publiques".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1912.

C. J. SIMARD,

1754 Deputy Provincial Secretary.

No. 1800.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Erection of school municipalities.

Québec, 25th April, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th May, 1911, to detach from the school municipality of Lowe, the lots bearing on the official cadastre of the township of Lowe, in the county of Ottawa, the Nos. 44 to 56, inclusively, of the 2nd range, the Nos. 41 to 56, inclusively, of the 3rd range, the Nos. 32 to 51, inclusively, of the 4th range, the Nos. 20 to 51, inclusively, of the 5th range, the Nos. 24 to 51, inclusively, of the 6th range, the Nos. 19 to 51, inclusively, of the 7th range, the Nos. 19 to 45, inclusively, of the 8th range, the Nos. 26 to 36, inclusively, and also the south half of Nos. 37 and 38 of the 9th range, the Nos. 28 and 29 of the 10th range, and to erect the said territory into a separate school municipality, under the name of "Fieldville and Stagsburn". 1756

No 1780-06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 25 avril 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591, des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher :

1° De la municipalité scolaire de Wendover & Simpson, comté de Drummond, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Simpson, les Nos 20 à 26 inclusivement, du 2ième rang ; les lots Nos 20 à 25 inclusivement, du 3ième rang ; les lots Nos 13 à 28 inclusivement, des 4ième, 5ième, 6ième et 7ième rangs ;

2° De la municipalité scolaire de Kingsey, même comté, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Kingsey, le No 22 du 3ième rang ; les lots Nos 22 à 27 inclusivement du 4ième rang ; les lots Nos 22 à 28 inclusivement, des 5ième, 6ième, 7ième, 8ième et 9ième rangs ;

3° De la municipalité scolaire de Sainte-Clotilde, comté d'Arthabaska, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Simpson, les Nos 13 à 24 A inclusivement, du 8ième rang ; des lots Nos 20 à 22 inclusivement du 9ième rang, et d'ériger tout ce territoire, qui forme la paroisse canonique de Saint-Lucien, en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Lucien", comté de Drummond.

1757

No. 1109-12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Changement de nom d'une municipalité scolaire.

Québec, 25 avril 1912.

Avis est par le présent donné que la commission scolaire de Wright et Northfield, comté d'Ottawa, a demandé, par résolution du 13 avril courant (1912), de changer le nom de la municipalité scolaire de "Wright & Northfield", en celui de "Wright".

1761

Nomination

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 25 avril 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission sous le grand Sceau de la province, M. Casimir Dessaulles, avocat, de Montréal, district de Montréal.

1731

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 61.

Benjamin P. Ball, Requérent-cession ;

vs

O. Beauchamp et Cie., épiciers, de Saint-Simon de Bagot, Cédants.

Avis est par les présentes donné que les dits débiteurs insolubles ont fait, ce jour, cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

V. ERNEST FONTAINE,

Avocat du gardien provisoire.

Saint-Hyacinthe, 20 avril 1912.

1759

No. 1780.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 25th April, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach :

1. From the school municipality of Wendover & Simpson, county of Drummond, the lots bearing on the official cadastre of the township Simpson, the Nos. 20 to 26 inclusively of the 2nd range, the lots Nos. 20 to 25 inclusively of the 3rd range, the lots Nos. 13 to 28 inclusively of the 4th, 5th, 8th and 7th ranges ;

2. From the school municipality of Kingsey, same county, the lots bearing on the official cadastre of the township Kingsey, the No. 22 of the 3rd range, the lots Nos. 22 to 27 inclusively of the 4th range, the lots Nos. 22 to 28 inclusively of the 5th, 6th, 7th, 8th and 9th ranges ;

3. From the school municipality of Sainte-Clotilde, county of Arthabaska, the lots bearing on the official cadastre of the township Simpson, the Nos. 13 to 24 A inclusively of the 8th range, the lots Nos. 20 to 22 inclusively of the 9th range, and to erect all the said territory into a separate school municipality, under the name of "Saint Lucien", county of Drummond.

1758

No 1109-12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Change of name of a school municipality

Quebec, 25th April, 1912.

Notice is hereby given that the school commission of Wright and Northfield, county of Ottawa, has prayed, by resolution of the 13th April instant, (1912), to change the name of the school municipality of "Wright & Northfield", to that of "Wright".

1762

Appointment

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 25th April, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. Casimir Dessaulles, advocate, of Montreal, district of Montreal.

1732

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*
No. 61.

Benjamin P. Ball, Petitioner ;

vs

O. Beauchamp & Cie., grocers, of Saint Simon of Bagot, Insolvents.

Notice is hereby given that the above debtors-insolvents have, this day, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the district of Saint-Hyacinthe.

V. ERNEST FONTAINE,

Attorney for the provisional guardian.

Saint-Hyacinthe, 20th April, 1912.

1760

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 142.

Dans l'affaire de Patrick Clarke, commerçant, de Bury, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli, le treizième jour d'avril 1912, a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Sherbrooke, Qué.

TELESPHORE BELANGER,
Gardien provisoire.

Bureau de Bélanger & Bégin,
Sherbrooke, 1763

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 142.

In the matter of Patrick Clarke, trader, of Bury, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that the above insolvent has, on the thirteenth day of April, 1912, made a judicial abandonment of his asset for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of Sherbrooke, Que.

TELESPHORE BELANGER,
Provisional guardian.

Office of Bélanger & Bégin,
Sherbrooke, 1764

Avis Divers

Province de Québec.—District de Montréal.—
Cour Supérieure.—No 1110.—Dame Anna Major,
demanderesse ; vs Maurice Daoust, défendeur. La
demanderesse a institué ce jour une action en
séparation de biens d'avec le défendeur.—Montréal,
22 avril 1912, J. O. Lacroix, avocat de la deman-
deresse. 1765

Index de la Gazette Officielle de Québec No 17.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Alix vs Tanguay	951
" Asselin vs Jobin	953
" Baribeau vs Picard	951
" Champoux vs Masse	952
" Dufour vs Boileau	851
" Lahaye vs Van Boeckel	952

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Racine vs Quesnel, 951.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 937.

AVIS :—Au sujet des terres dans le canton d'Hamilton, district de Gaspé, 953 ; Demembrement de la paroisse de Sainte-Elizabeth du Portugal, 955 ; Municipalité dissidente de Sainte-Blandine, 946.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :— Assemblée législative, 948 ; Conseil législa- tif, 947.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :— Fraser & Chalmers, ltd, 942.

DÉCRET CANONIQUE :—Erection de la paroisse de Sainte-Catherine, 953.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Amyot & Courtemanche	955
Beauchamp & Cie	971
Bertrand	958
Blouin	956
Ohéné	955
Clark	972
Corbin (Dame)	956
Fagnan	957
Fortin	956

Miscellaneous Notices

Province of Quebec.—District of Montreal.—
Superior Court—No. 1110.—Dame Anna Major,
plaintiff ; vs Maurice Daoust, defendant. The
plaintiff has instituted an action for separation as
to property against the defendant.—Montreal,
22nd April, 1912, J. O. Lacroix, attorney for the
plaintiff. 1766

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Levesque vs Dubuque	952
" Major vs Daoust	972
" Mathieu vs Bernier	952
" Pelletier vs Fortin	952
" Reed vs Trux	951
" Vaillancourt vs Daigle	951

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :— Dme Racine vs Quesnel, 951.

ADVERTISEURS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 937.

NOTICE :—Regarding lands granted in the township of Hamilton, district of Gaspé, 953 ; Dis-
memberment of the parish of Sainte Elizabeth du
Portugal, 955 ; Dissident municipality of
Sainte Blandine, 946.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :— Legislative Assembly, ; 948 Legislative Coun- cil, 947.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Fraser & Chalmers, ltd, 942.

CANONICAL DECREE :—Erection of the parish of Sainte Catherine, 953.

FAILLIS —INSOLVENTS

Lafrance	957
Lagacé	957
Laviolette	957
Lazanis	958
Matte	956
Nicker	957
Publishers Press, ltd	956
Standard Paper Bottle Co, ltd	957

LETTRES PATENTES :—

Canada Land Realty, Ltd.....	970
Canadian Realty Coy.....	968
Carbray Son & Coy, Ltd.....	944
King's Hotel Coy.....	945
La Basse Cour de Victoriaville, Ltd.....	945
La Cie des DeLaval, incorporée.....	940

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—Beaudin & Compagnie incorporée, ltée, 941 ; La Cie de Construction La Fontaine, 944 ; La Cie générale d'entreprises publiques, 970.

LIQUIDATIONS :—La Cie Immobilière Champlain, ltée, 959 ; La Cie Immobilière Champlain, ltée, 961.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'annexer ou d'ériger :—Guigues—Duhamel-Ouest, 947 ; Pointe-à-la-Savane—Péribonka, comté du Lac Saint-Jean, 970 ; Saint-Amédée, comté du Lac Saint-Jean, 939 ; Saint-Lucien, comté de Drummond, 971 ; Village de Hatley, comté de Stanstead, 939.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE, DEMANDE DE CHANGEMENT DE NOM :—Wright & Northfield en celui de Wright, 971.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE :—Fieldville vs Stagsburn, 970.

NOMINATIONS :—

Conseil en Loi du Roi :—Casimir Dessaulles, 971.

Cour des commissaires :—Canton Bury, 937.

Greffier de la cour de Magistrat :—Cité d'Ottawa, 937.

Juges de paix :—District de Saint-François, 938 ; Montréal, 938 ; Saguenay, 938 ; Bedford, 938 ; Arthabaska, 938.

Percepteur du revenu :—District de Saint-François, 937.

Régistrateur :—Jean-Aug. Ross, 938.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—Par Jos. Eug. Edgar Laliberté, 947 ; J. A. Lussier, 946 ; Joseph Marie Savignac, 947.

PROCLAMATION :—Jour des Arbres, 938.

RÉSOLUTION :—Conseil municipal de la 1ère division du comté de Matane, 954.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—Dominion Express Companies, 959.

VENTE PAR LICITATION :—Pegnem vs Pegnem et al, 962.

VENTES PAR LES SHERIFFS

BEAUCE :—Hamel et al vs Lacasse, 963 ; Veilleux vs Beaulieu, 963.

CHICOUTIMI :—Dominion Fish & Fruit Coy vs Gobeil & Cie, 963.

LETTERS PATENTS :—

La Cie Modèle des Terrains et Placements....	942
Placement Immobilier, ltée.....	939
R. F. Cream Coy, Ltd.....	968
Stadacona Land Coy, Ltd.....	942
Volks Zeitung Publishing Association, incorporated.....	943

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—Beaudin & Compagnie incorporée, ltée, 941 ; La Cie de Construction La Fontaine, 944 ; La Cie générale d'entreprises publiques, 970.

LIQUIDATIONS :—La Cie Immobilière Champlain, ltée, 959 ; La Cie Immobilière Champlain, ltée, 961.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex or erect :—Guigues—Duhamel-West, 947 ; Pointe-à-la-Savane—Péribonka, county of Lake Saint John, 970 ; Saint-Amédée, county of Lake Saint John, 939 ; Saint Lucien, county of Drummond, 971 ; Village of Hatley, county of Stanstead, 939.

SCHOOL MUNICIPALITY, APPLICATION TO CHANGE NAME :—Wright & Northfield to that of Wright, 971.

SCHOOLS MUNICIPALITY OF ERRECTED :—Fieldville vs Stagsburn, 970.

APPOINTMENTS :—

King's Counsel :—Casimir Dessaulles, 971.

Commissioners court :—Township Bury, 937.

Clerk of the mrgistrate's court :—City of Ottawa, 937.

Justices of the peace :—District of Saint Francis, 938 ; Montreal, 938 ; Saguenay, 938 ; Bedford, 938 ; Arthabaska, 938.

Collector of revenue :—District of Saint Francis, 937.

Registrar :—Jean-Aug. Ross, 938.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—by Jos. Eug. Edgar Laliberté, 947 ; J. A. Lussier, 946 ; Joseph Marie Savignac, 947.

PROCLAMATION :—Arbor Day, 938.

RESOLUTION :—Municipal council of the 1st division of the county of Matane, 954.

SALE OF UNCLAIMED GOODS :—Dominion Express Companies, 959.

SALE BY LICITATION :—Pegnem vs Pegnem et al, 962.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :—Hamel et al vs Lacasse, 963 ; Veilleux vs Beaulieu, 962.

CHICOUTIMI :—Dominion Fish & Fruit Coy vs Gobeil & Cie, 963.

MONTREAL :—Fortier vs Viens, 965 ; Lafontaine (Dme) vs Roy, 964 ; Simard vs Bilodeau, 965 ; The Supreme Court of the Independent Order of Foresters vs Bilaudeau, 964.

QUÉBEC :—Bédard vs Thomassin, 966 ; La Banque Nationale vs Gunn, 966.

RIMOUSKI :—Banville et al vs Otis, 967.

TROIS RIVIÈRES :—La Cie P. T. Légaré, ltée vs Hébert, 967.

MONTREAL :—Fortier vs Viens, 965 ; Lafontaine (Dme) vs Roy, 964 ; Simard vs Bilodeau, 965 ; The Supreme Court of the Independent Order of Foresters vs Bilaudeau, 964.

QUÉBEC :—Bédard vs Thomassin, 966 ; La Banque Nationale vs Gunn, 966.

RIMOUSKI :—Banville et al vs Otis, 967.

THREE RIVERS :—La Cie P. T. Légaré, ltée vs Hébert, 967.